ROYAUME DU MAROC



2022

NOTE DE CONJONCTURE

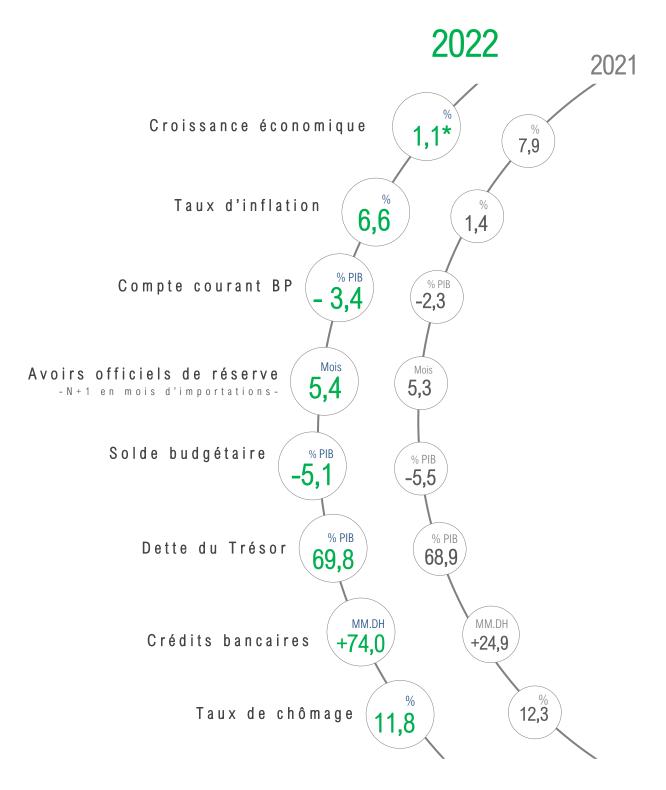
Premiers résultats de l'année

DIRECTION DU TRÉSOR ET DES FINANCES EXTÉRIEURES

> ECONOMIE MONDIALE CROISSANCE ECONOMIQUE ECHANGES EXTERIEURE FINANCES PUBLIQUES DETTE DU TRESOR MARCHE MONETAIRE PRIX ET INFLATION



PRINCIPAUX INDICATEURS



* moyenne trimestrielle

SOMMAIRE

INTRODUCTION 4
I-CONTEXTE INTERNATIONAL
1- CROISSANCE AUX ETATS-UNIS 7
2- CROISSANCE AU SEIN DE LA ZONE EURO (8)
3 - ACTIVITE ECONOMIQUE AU JAPON 9
4 - CROISSANCE DES PAYS EMERGENTS 10
5- COURS DES PRODUITS DE BASE 11
6- MARCHES FINANCIERS 13
II-CONTEXTE NATIONAL
1- CROISSANCE ECONOMIQUE
2 - ECHANGES EXTERIEURS (22)
3- FINANCES PUBLIQUES 26
4- DETTE 28
5- MONNAIE 32
6- CREANCES SUR L'ECONOMIE 33
7-DEPOTS BANCAIRES 35
8-MARCHE MONETAIRE 36
9 - BOURSE 37
10- PRIX (38)
11- ACTIVITE ET EMPLOI 39
ANNEYES STATISTICHES



INTRODUCTION GENERALE

Après la reprise économique remarquable enregistrée en 2021, faisant du Royaume l'un des pays où le niveau d'activité a le plus vite rattrapé son niveau d'avant la crise sanitaire, l'économie marocaine a subi en 2022 un double choc tant au niveau international que national. Au niveau international, le conflit en Ukraine et ses conséquences ont assombri les perspectives de reprise, entraînant une forte hausse des prix des matières premières et un rebond des tensions d'approvisionnement. Au niveau national, la rareté et l'irrégularité des précipitations ont affecté négativement le rendement céréalier et, par conséquent, la valeur ajoutée agricole.

Le fait marquant de l'année de l'année 2022 a été la montée des pressions inflationnistes à des niveaux inédits partout dans le monde. Encore une fois, notre pays a fait preuve de maturité pour amortir les effets de ces chocs internes et externes. Ainsi, pour limiter l'impact du renchérissement du coût de la vie, le gouvernement a mis en place un certain nombre de mesures de soutien ciblées mais sans compromettre la trajectoire de consolidation des finances publiques et ce, parallèlement à l'orientation restrictive de la politique monétaire.

Modération de l'économie mondiale en 2021

Au niveau mondial, la dernière mise à jour des perspectives de l'économie mondiale publiée par le FMI, en avril 2023 fait état d'une modération de la croissance à +3,4% en 2022 contre +6,3% en 2021, reflétant un ralentissement généralisé de l'activité aussi bien des pays avancés (+2,7% contre +5,4% en 2021) que des pays émergents et en développement (+4% contre +6,9%).

Au niveau des économies avancées, le ralentissement de la croissance a concerné toutes les grandes économies de la zone euro (+3,5% en 2022 contre +5,3% en 2021) ainsi que les Etats-Unis (+2,1 contre +5,9%). Pour leur part, les pays avancés d'Asie ont connu des rythmes de croissance plus modérés qu'en Europe à l'instar du Japon qui a affiché une croissance de +1,1% contre +2,1%.

Du côté des pays émergents et en développement, le PIB a progressé de +4% en 2022, en baisse de -2,9 points par rapport à 2021, reflétant une décélération généralisée au niveau des économies de la région. Ainsi, la croissance de l'économie chinoise a enregistré un net ralentissement à +3% en 2022 contre +8,5% un an auparavant. Dans une moindre mesure, la croissance du PIB de l'Inde a décéléré à +6,8% contre +9% et celle du Brésil à +2,9% contre +5%. Pour sa part, l'économie russe a vu sa croissance se contracter -2,1% en 2022 contre +5,6% en 2021.

Flambée des cours des matières premières

Dans un contexte marqué par le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a induit un choc inédit sur l'offre des matières premières, et ses répercussions sévères sur les chaînes d'approvisionnement et le ralentissement de la croissance économique mondiale, les prix des matières premières se sont envolés en 2022 pour atteindre de nouveaux sommets. Ainsi, l'indice synthétique des produits énergétiques a rebondi de +60% et celui des produits non-énergétiques a augmenté de +10,6%.

Résilience de la croissance économique en 2022

Au niveau national, l'année 2022 a été marquée par une modération de la croissance économique qui a subi des chocs exogènes tant au niveau national qu'international. Ainsi, après une année de reprise exceptionnelle en 2021 qui a atteint +7,9%, la croissance économique a affiché un ralentissement à +1,1% en moyenne des quatre trimestres de l'année 2022. Cette progression a été tirée par la dynamique des activités non-agricoles, en particulier le secteur tertiaire favorisé par le rebond des activités touristiques et des transports, tandis que le secteur agricole a sensiblement reculé sous l'effet du manque de précipitations.

Au niveau sectoriel, l'indice de production des industries manufacturières a connu une légère hausse de +0,8% en 2022 contre +6,7% en 2021 tandis que le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie a quasiment stagné pour s'établir à 72,3%. Au niveau du secteur du BTP, les ventes du ciment ont marqué une baisse remarquable de -10,8% après une performance de +14,8% en 2021. De son côté, la production nette locale de l'électricité a progressé de +0,6% à fin 2022 contre +6,7% un an auparavant. S'agissant du secteur des mines, la production de phosphate a affiché une baisse de -20,1% en 2022 après +1,8% un an auparavant alors que celle des dérivés s'est contractée de-6,8% après -1,7%.

Du côté des services, le secteur du tourisme a marqué une nette reprise en 2022 avec une hausse de +192% des arrivées aux postes frontières pour atteindre 10,9 millions de touristes, ce qui correspond à 84% de leur niveau de 2019. De même, les nuitées dans les établissements classés se sont renforcées de +107% pour se situer à 19 millions, soit un taux de récupération de 75,5%. En parallèle, le trafic aérien a enregistré un taux de récupération de 82% par rapport à 2019 alors que le trafic portuaire s'est amélioré de +1,5% contre +11,6% un an auparavant.



Hausse du déficit commercial et renforcement des avoirs officiels de réserve

Au niveau du secteur extérieur, le déficit du compte courant de la balance des paiements a atteint -3,4% du PIB contre -2,3% en 2021. Ainsi, le déficit de la balance commerciale s'est accru de +112,5 MM.DH ou +56,5% pour atteindre 311,6 MM.DH suite à une hausse des importations (+209,2 MM.DH ou +39,6%) plus importante que celle des exportations (+96,7 MM.DH ou +29,4%), induisant ainsi une baisse du taux de couverture de -4,6 points pour atteindre 57,8%.

S'agissant des exportations, la totalité des secteurs ont affiché une bonne performance, plus particulièrement le secteur des phosphates et dérivés (+43,9%), l'automobile (+33%), le textile et cuir (+20,7%), l'agriculture et l'agroalimentaire (+16,2%) et l'aéronautique (+34,4%). Pour ce qui est des importations, la hausse a concerné l'ensemble des groupes de produits, notamment les produits énergétiques (+102,6%), les produits alimentaires (+44,9%), les produits bruts (+49,9%) et les biens d'équipement (+20,2%).

De leur côté, les recettes voyages ont affiché un net rebond de +166%, soit un taux de récupération de 116% par rapport à 2019 en lien avec la bonne reprise des arrivées touristiques. De même, les transferts des MRE ont poursuivi leur bonne performance avec une hausse de +16,5%. Parallèlement, le flux net des investissements directs étrangers au Maroc a augmenté de +8,3% alors que celui des investissements directs marocains à l'étranger a progressé de +6,8%.

Compte tenu des éléments précédents, les avoirs officiels de réserves se sont renforcés de +6,8 MM.DH ou +2,1% à fin 2022 pour s'établir à 337,6 MM.DH, couvrant près de 5,3 mois d'importations de biens et services.

Amélioration du déficit budgétaire

L'exécution de la Loi de Finances 2022 (LF-22) s'est soldée par un déficit budgétaire de 69,5 MM.DH contre 70,2 MM.DH en 2021, marquant ainsi une légère amélioration de +760 M.DH ou +1,1%. Rapporté au PIB, le déficit budgétaire s'est établi à 5,1%, en amélioration par rapport aussi bien aux résultats de l'année 2021 (5,5%) qu'aux prévisions initiales de la loi de finances (5,5%).

En termes de recettes ordinaires, et sur une base nette et hors part des recettes fiscales bénéficiant aux collectivités territoriales, les recouvrements ont atteint 304,4 MM.DH, en progression de +48,2 MM.DH ou +18,8% par rapport à fin décembre 2021. Comparativement aux prévisions de la LF-22 et grâce au bon comportement des recettes fiscales, le taux d'exécution des recettes ordinaires a atteint 113%.

Les recettes fiscales ont progressé de +37,3 MM.DH ou +17,4% suite à la hausse à la fois des impôts indirects (+10,5 MM.DH ou +11%,) et des impôts directs (+22,5 MM.DH ou +24,8%). S'agissant des recettes non fiscales, elles ont augmenté de +10,9 MM.DH ou +28,9% pour se situer à 48,7 MM.DH. Ces recettes proviennent à hauteur de 13,1 MM.DH des produits versés par les établissements et entreprises publics, notamment l'OCP (6,5 MM.DH) et l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie (4 MM.DH).

Parallèlement, les dépenses ordinaires ont affiché une hausse de +36,4 MM.DH ou +14,4% à fin 2022 et un taux d'exécution de 110,1% par rapport aux prévisions de la LF-22. S'agissant des dépenses au titre des biens et services, elles ont affiché une hausse de +14,7 MM.DH ou +7,2% pour se situer à 217,9 MM.DH. De même, les dépenses au titre des intérêts de la dette ont progressé de +1,5 MM.DH ou +5,5% pour atteindre à 28,6 MM.DH, recouvrant une augmentation des intérêts de la dette intérieure (+1,2 MM.DH ou +5,4%) et de celle des charges de la dette extérieure (+275 M.DH ou +5,8%).

Au niveau des dépenses d'investissement, les émissions ont affiché un taux de réalisation de 120% par rapport aux prévisions de la LF-22 pour s'établir à 93,8 MM.DH à fin décembre 2022, soit une hausse de +16 MM.DH ou +20,6%. Cette progression soutenue s'explique, notamment, par les mesures décidées par le Gouvernement pour soutenir certaines entreprises publiques dont la situation a été affectée par la forte hausse des prix des matières premières.

Légère augmentation du taux d'endettement du Trésor

En matière d'endettement, l'encours de la dette totale du Trésor a atteint 951,7 MM.DH à fin 2022, en progression annuelle de +66,5 MM.DH ou +7,5% contre +52,6 MM.DH ou +6,3% à fin 2021. Rapporté au PIB le ratio d'endettement du Trésor a légèrement augmenté de +0,9 pt pour atteindre 69,8% en 2022.

Par type, la dette intérieure demeure prédominante avec une part de 75,9% contre 24,1% pour la dette extérieure, en conformité avec les objectifs retenus pour le portefeuille benchmark (70%-80% dette intérieure et 20%-30% dette extérieure). Ainsi, l'encours de la dette intérieure du Trésor s'est établi à 722,2 MM.DH en 2022, en hausse de +40,7 MM.DH ou +6% par rapport à 2021. S'agissant de l'encours de dette extérieure, il s'est élevé à 229,5 MM.DH à fin décembre 2022, en hausse de +25,6 MM.DH ou +12,7% par rapport à fin décembre 2021.



Resserrement de la politique monétaire

Après une période d'inflation modérée allant jusqu'à fin 2021, le taux d'inflation s'est établi à 6,6% en 2022 contre +1,4% un an auparavant, son niveau le plus élevé depuis plus de 30 ans, reflétant une diffusion de l'inflation importée aux coûts de production et aux prix intérieurs. Sans l'impact des mesures de soutien additionnel pour certains produits de base et des prix des transports, l'inflation aurait atteint environ 10%.

Suite au maintien de l'inflation à des niveaux élevés, conjugué à une large diffusion à des produits autres que ceux directement impactés par les facteurs externes, Bank Al-Maghrib a procédé, à partir de septembre 2022, pour la première fois depuis 2008, à trois relèvements consécutifs de son taux directeur de 150 pbs globalement, le portant à 3% et ce, afin de prévenir tout désancrage des anticipations d'inflation et d'assurer les conditions d'un retour rapide de l'inflation à des niveaux en ligne avec l'objectif de stabilité des prix. Par ailleurs, et dans un contexte marqué par l'atténuation des besoins en liquidités bancaires, en lien avec le reflux de la fiduciaire et la hausse des réserves de change, les interventions de BAM sur le marché interbancaire ont favorisé un parfait alignement du TMP interbancaire sur le taux directeur.

Dans ce contexte, l'agrégat M3 a affiché une hausse de +8% contre +5,1% un an auparavant, pour s'établir à 1 686 MM.DH. Par origine, les créances sur l'économie ont affiché une accélération de leur rythme de progression à +7,1% contre +3,8%.

Baisse du taux de chômage

Au niveau du marché de l'emploi, l'économie nationale a perdu 24 mille postes d'emplois en 2022 après une création de 230 mille postes en 2021 et une perte de 432 mille en 2020. Cette évolution est attribuée à la destruction de 174 mille postes en milieu rural compte tenu de la sécheresse, et la création de 150 mille en milieu urbain. Dans ce cadre, 136 mille postes d'emplois rémunérés ont été créés, recouvrant une création de 161 mille postes dans les villes et une perte de 25 mille dans les campagnes. L'emploi non rémunéré a, de son côté, reculé de 160 mille postes, résultat d'une perte de 150 mille postes en zones rurales et de 10 mille en zones urbaines.

Pour ce qui est de la population active en chômage, elle a enregistré un repli de 66 mille personnes ou -4% pour s'établir à 1.442 mille chômeurs, recouvrant une baisse de 70 mille en milieu urbain et une hausse de 4 mille en milieu rural. Le taux de chômage a ainsi reculé de -0,5 point pour revenir à 11,8% mais demeure supérieur de 2,6 points par rapport à son niveau d'avant crise. Selon le milieu de résidence, le taux a baissé de -1,1 point en zones urbaines pour revenir à 15,8% sous l'effet du repli du chômage essentiellement parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (-1,1 point à 46,7%), ceux âgés de 25 à 34 ans (-1,1 point à 24,8%) et les diplômés (-1,3 point à 20,4%).

En revanche, le taux de chômage a augmenté en zones rurales de +0,2 point à 5,2% en liaison avec la hausse du chômage notamment parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+0,6 point à 15,5%), ceux âgés de 25 à 34 ans (+0,6 point à 7,5%) et les diplômés (+0,2 point à 12,2%).



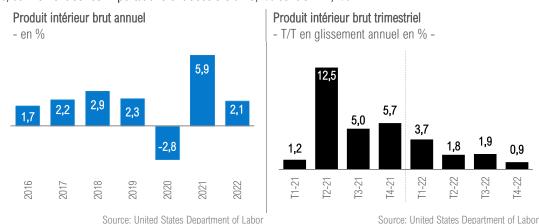
SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

I. CONTEXTE INTERNATIONAL

Après avoir affiché une reprise vigoureuse de l'ordre de +3,4% en 2021, l'économie mondiale a de nouveau évolué en 2022 dans un environnement économique et géopolitique tendu ayant limité la croissance à +2,9%. En effet, le déclenchement du conflit armé russo-ukrainien a exacerbé la hausse des prix des matières premières et a induit une accélération de l'inflation mondiale à des niveaux inédits, conduisant ainsi les principales banques centrales à resserrer drastiquement leurs politiques monétaires. Parallèlement, la dégradation des conditions financières mondiales, la baisse du soutien budgétaire ainsi que la persistance de certains foyers de la COVID-19, en particulier en Chine, ont également altéré les perspectives de croissance pour l'année 2022.

1. Ralentissement de la croissance économique aux États-Unis...

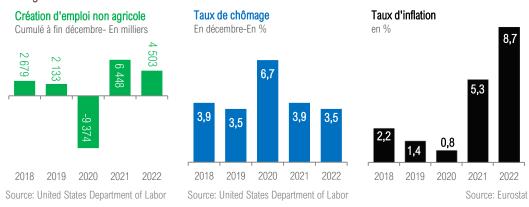
Après avoir atteint en 2021 son plus haut niveau depuis 1984 (+5,9%), la croissance économique aux Etats-Unis s'est établie à +2,1% en 2022, en deçà des prévisions initiales établies par le FMI en début d'année (+4%, janvier 2022). Ainsi, dans un contexte marqué par la hausse de l'inflation et des taux d'intérêts, la dynamique de la consommation des ménages s'est atténuée à +2,8% contre +8,3% durant la phase post-Covid en 2021. De même, l'investissement privé n'a progressé que de +3,9% contre +9% alors que les dépenses publiques ont reculé de -0,6% contre +0,6%. Pour ce qui est des échanges extérieurs, les exportations ont progressé de +7,2% contre +6,1%, au moment où les importations ont décéléré à +8,2% contre +14,1%.



De son côté, le marché du travail américain a confirmé sa résilience, en poursuivant sa bonne orientation entamée dès la fin de la crise sanitaire. Ainsi, le taux de chômage est revenu de 3,9% à fin 2021 à 3,5% à fin 2022, soit le même niveau qu'à fin 2019 et le plus faible depuis 50 ans. De leur côté, les créations d'emplois non agricoles ont atteint 4,5 millions nouveaux postes après la récupération de 6,4 millions en 2021.

S'agissant du taux d'inflation, et après avoir atteint son plus haut niveau depuis 40 ans en juin (+9%), il s'est détendu graduellement sur la 2^{ème} période de l'année en liaison avec la hausse des taux d'intérêt et la baisse des prix de l'énergie, pour s'établir à +8,7% en 2022.

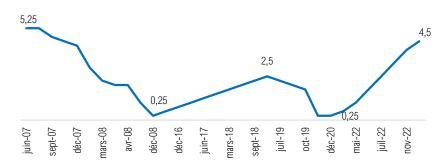
Emploi, Chômage et Inflation USA





Durant l'année 2022 et dans le but d'atténuer les tensions inflationnistes, la Réserve fédérale américaine (FED) a accéléré l'orientation restrictive de sa politique monétaire à travers le relèvement de ses taux directeurs à sept reprises de 425 pbs globalement pour les porter dans une fourchette de 4,25% à 4,5%. La FED a également mis fin aux achats d'actifs (quantitative easing) en mars 2022 et a entamé la réduction de son bilan avec un rythme mensuel de 47,5 MM.\$ de juin à août, puis de 95 MM.\$ à partir de septembre.

Evolution du taux directeur de la FED

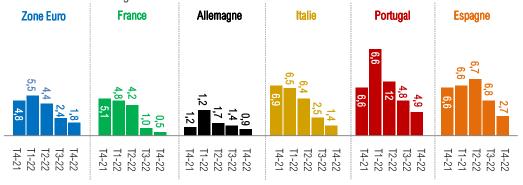


Source: FED

2. Modération de l'activité économique de la zone euro...

Les statistiques publiées par l'Eurostat confirment que la zone euro a bien résisté aux conséquences de la guerre en Ukraine, en affichant un taux de croissance de +3,5% contre une prévision initiale de +3,9% établie par le FMI en janvier 2022. Elle a de ce fait réalisé une meilleure performance que la Chine (+3%), pour la première fois, et les Etats-Unis (+2,1%), pour la première fois depuis 2016. Bien qu'affaiblie au T4-22 par la consommation des ménages durement affectée par l'envolée des prix, l'économie de la zone euro a en effet profité de l'amélioration des chaines d'approvisionnement et de la réouverture de l'économie chinoise.

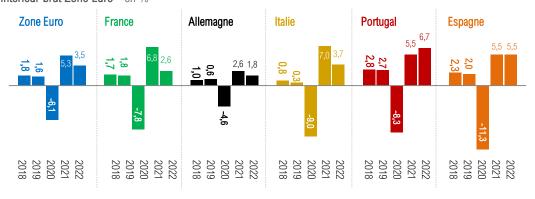
Produit intérieur brut Zone Euro – glissement annuel en % -



Source : Eurostat

Par pays, la croissance a réalisé des niveaux supérieurs à la tendance des cinq années avant la COVID-19 notamment au Portugal (+6,7% contre +2,6% en moyenne de la période 2015-19), en Espagne (+5,5 contre +2,8%), en l'Italie (+3,7% contre +1%), en France (+2,6% contre +1,6%) et en Allemagne (+1,8% contre +1,7%).

Produit intérieur brut Zone Euro - en % -

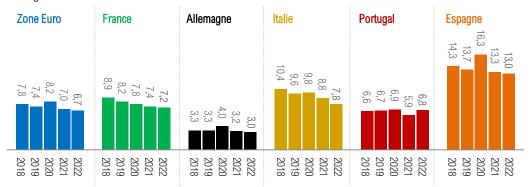


Source : Eurostat



Pour sa part, le marché de l'emploi s'est montré résilient malgré la crise énergétique provoquée par le conflit russo-ukrainien, comme en atteste la baisse du nombre de chômeurs de 494 mille personnes en une année. Ainsi, le taux de chômage est revenu à 6,7% à fin 2022 contre 7% à fin 2021 et 8,2% à fin 2020. Par pays, cette baisse du taux de chômage a été particulièrement observée en Italie (7,8% contre 8,8%) et, dans une moindre mesure, en Espagne (13% contre 13,3%), en Allemagne (3% contre 3,2%) et en France (7,2% contre 7,4%). En revanche, ce taux a augmenté au Portugal (6,8% contre 5,9%).

Taux de chômage Zone euro - en % -

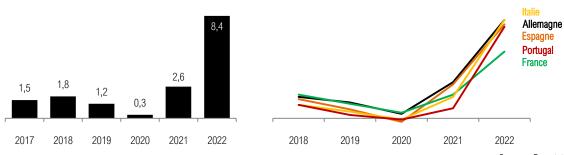


Source : Eurostat

De son côté, l'inflation s'est sensiblement accélérée en 2022 pour culminer à +8,4% contre +2,6% l'année précédente, niveau jamais atteint auparavant. Cette évolution s'explique par la hausse des prix des matières premières, en particulier les produits énergétiques. L'accélération de l'inflation a concerné l'ensemble des pays, notamment l'Allemagne (+8,7% contre +3,2%), l'Espagne (+8,3% contre +3%), la France (+5,9% contre +2,1%), l'Italie (+8,7% contre +1,9%) et le Portugal (+8,1% contre +0,9%).

Taux d'inflation Zone Euro – en %

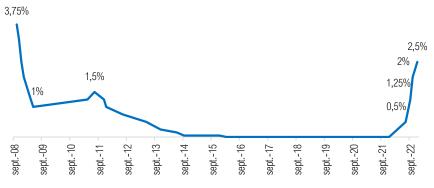
Taux d'inflation Pays de la Zone Euro – en %



Source : Eurostat

Dans ce contexte inflationniste inédit, la BCE a rehaussé ses taux directeurs de 250 pbs en six mois, relevant ainsi les taux des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à 2,5%, 2,75% et 2% respectivement. La BCE a également procédé à la réduction progressive de son programme d'achats d'actifs (APP) à 40 MM.€ en avril puis à 30 MM.€ en mai et 20 MM.€ en juin, jusqu'à son arrêt au 1 er juillet. Elle a aussi réduit les réinvestissements des remboursements des titres arrivant à échéance acquis dans le cadre du programme (APP) de 15 MM.€ par mois en moyenne jusqu'au T2-23 en vue de l'ajustement de son rythme au fil du temps.

Evolution des taux directeur de la BCE



Source : BCE

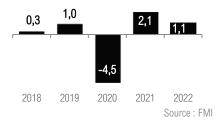


3. Ralentissement de la croissance économique au Japon...

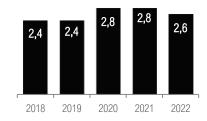
La croissance économique japonaise a ralenti en 2022 à +1,1% contre +2,1% en 2021 sous l'effet, d'une part, de la résurgence des cas de la COVID-19, en particulier aux T1-22 et T3-22, et, d'autre part, de la faiblesse de la demande, affectée par une baisse du pouvoir d'achat induite par la hausse des prix des matières premières et la dépréciation du Yen. Néanmoins, l'assouplissement des mesures restrictives et leur suppression vers la fin de l'année, conjugués aux stimuli budgétaires et monétaires menés par les autorités japonaises, ont globalement soutenu l'économie.

En effet, le Japon a annoncé, en avril, un plan de soutien budgétaire doté de 900 MM.\$ pour l'année 2022, portant sur des mesures de relance sous formes de subventions, de prêts et d'aides directs aux ménages et aux entreprises. Par ailleurs, le gouvernement a renforcé son dispositif de soutien budgétaire en annonçant, en octobre, une enveloppe budgétaire supplémentaire de 200 MM.\$ en vue de lutter contre l'inflation et la faiblesse du yen.

Produit intérieur brut Japon - En %



Taux de chômage Japon – En %



Source: Department of National Account

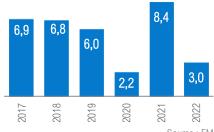
Pour sa part, le taux de chômage s'est réduit de 0,2 point en 2022 par rapport à l'année précédente pour s'établir à 2,6%, se rapprochant de son niveau d'avant crise de 2,4%. De son côté, l'inflation s'est accélérée à +2,5% contre -0,2% en 2021, son plus haut niveau depuis 1981, dépassant ainsi la cible de 2% de la Banque Centrale du Japon (BoJ). Cette hausse historique des niveaux des prix émane essentiellement de la flambée mondiale des prix des matières premières, accélérée par l'orientation accommodante de la politique monétaire de la BoJ alors que toutes les banques centrales occidentales ont emprunté des orientations restrictives.

En effet, et en dépit du contexte inflationniste, la BoJ a poursuivi sa politique d'assouplissement monétaire quantitatif et qualitatif en laissant son principal taux directeur inchangé à -0,1% et ce, depuis février 2016 et en poursuivant ses achats d'actifs afin de maintenir les rendements des obligations souveraines à 10 ans proches de zéro. En vue de soutenir les entreprises privés, la BoJ a prolongé ses programmes spéciaux de prêt, de six mois jusqu'à fin septembre 2022. Enfin, la BoJ a ajusté ses instruments monétaires, en élargissant la bande de fluctuation des rendements des emprunts d'Etat à dix ans, de +/- 0,25 point à +/- 0,5 point.

4. Ralentissement de la croissance économique dans les principaux pays émergents...

En Chine, la croissance économique a marqué un net ralentissement en revenant de +8,4% en 2021 à +3% en 2022, l'une de ses plus faibles performances au cours des quatre dernières décennies. Cette évolution est attribuée au maintien par le gouvernement de la politique « zéro COVID » durant près de trois ans, en instaurant des restrictions de déplacements et des confinements stricts à répétitions au niveau des grandes villes, mais également à la crise de l'immobilier qui a pénalisé l'activité.

Produit intérieur brut Chine - En %



Source: FMI

Profitant d'un taux d'inflation relativement faible de 2% en 2022, la Banque centrale de Chine a poursuivi l'assouplissement de sa politique monétaire, en réduisant son taux directeur à deux reprises de 15 pbs globalement pour le ramener à 3,65%. Elle a également abaissé à deux reprises son taux de réserves bancaires obligatoires pour le situer à 7,8%, libérant ainsi 1.200 MM¥ de liquidités pour soutenir la croissance économique.

Au Brésil, après une reprise vigoureuse de +5% en 2021, la croissance économique en 2022 s'est établie à +2,9%. Le secteur des services explique largement cette progression alors que le secteur de l'industrie a enregistré des contreperformances, sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt qui a affecté le coût du crédit. De son côté, la demande intérieure s'est montrée résiliente, soutenue par une reprise solide de l'emploi et par les aides publiques, notamment à travers les transferts sociaux et les réductions d'impôts.

S'agissant de la politique monétaire, la Banque centrale du Brésil a poursuivi son resserrement monétaire vigoureux en 2022 pour contenir les pressions inflationnistes et ce, en relevant à cinq reprises son taux directeur



de 450 pbs globalement pour le porter à 13,75%. Ainsi, et malgré un net ralentissement sur la 2^{ème} période de l'année, le taux d'inflation s'est établi à +9,3% en 2022 contre +8,3% un an auparavant.

Pour ce qui est de **l'Inde**, la croissance économique a ralenti à +6,8% en 2022 après un rebond de +8,7% en 2021, en raison des poussées inflationnistes et d'une demande mondiale en baisse. Les secteurs manufacturier et de la construction ont constitué les principaux moteurs de croissance, soutenus par la consommation et l'investissement public.

Compte tenu d'une accélération du taux d'inflation à +6,7% en 2022 contre +5,5% un an auparavant, la Banque centrale de l'Inde a relevé son taux directeur à quatre reprises au cours de l'année 2022 de 225 pbs pour le porter à 6,25%.

AFFAIBLISSEMENT DE LA REPRISE ECONOMIQUE EN 2023...

Dans un contexte incertain lié à la succession des chocs de la pandémie de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine, induisant une accélération sans précédent de l'inflation et un resserrement des conditions financières, le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit, dans son édition du mois d'avril des perspectives de l'économie mondiale, une croissance limitée à +2,8% en 2023 contre +3,4% en 2022. En comparaison avec l'édition du mois de janvier, le FMI n'a abaissé ses perspectives de croissance que de -0,1 point, laissant présager d'une relative normalisation de l'économie mondiale.

En revanche, ces prévisions restent entourées par des risques liés à (i) l'amplification des tensions du secteur financier induisant un resserrement des conditions de financement, (ii) l'augmentation des coûts de l'emprunt et le ralentissement de la croissance conjugués aux situations de surendettement de certains États qui pourraient se propager jusqu'à prendre une dimension plus systémique, (iii) la persistance de l'inflation induisant un resserrement monétaire supplémentaire (iv) le ralentissement de la reprise de la Chine après la COVID-19 et (iv) l'escalade de la guerre en Ukraine et la fragmentation géoéconomique.

Au niveau des économies avancées, la croissance devrait diminuer de moitié en 2023 pour s'établir à +1,3% (+0,1 point par rapport à l'édition de janvier) contre +2,7% un an auparavant. Ce ralentissement devrait être observé particulièrement au sein de la zone euro avec une croissance qui devrait se limiter à +0,8% (+0,1 point par rapport à janvier) contre +3,5%, reflétant une contraction de la croissance allemande -0,1% (-0,2 point par rapport à janvier) contre +1,8% et des décélérations au niveau de la France +0,7% (même prévision qu'en janvier) contre +2,6%, de l'Espagne +1,5% (+0,4 point par rapport à janvier) contre +5,5%, de l'Italie +0,7% (+0,1 point par rapport à janvier) contre +3,7%. De même, la croissance des Etats-Unis devrait ralentir à +1,6% (+0,2 point par rapport à janvier) contre +2,1%. En revanche, la croissance du PIB du Japon devrait s'accélérer en 2023 à +1,3% (-0,5 point par rapport à janvier) contre +1,1% en 2022.

Concernant les pays émergents et en développement, la croissance de la région devrait se maintenir quasiment au même niveau que l'année précédente, soit +3,9% en 2023 (-0,1 point par rapport à janvier) contre +4% en 2022. Ainsi, la croissance économique de la Chine devraient s'accélérer à +5,2% (même prévision qu'en janvier) contre +3% en 2022. Pour sa part, l'économie russe devrait croître de +0,7% en 2023 (+0,4 point par rapport à janvier) contre -2,1%. En revanche, les perspectives ont été dégradées en Inde à +5,9% (-0,2 point par rapport à janvier) contre +6,8% et au Brésil à +0,9% (-0,3 point par rapport à janvier) contre +2,9%.

Source : FMI

5. Hausse des cours des matières premières dans un contexte géopolitique tendu

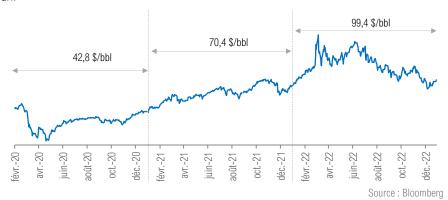
Au cours de l'année 2022, les prix des matières premières ont atteint de nouveaux sommets, comme en témoigne le rebond de +60% de l'indice synthétique des produits énergétiques et, dans une moindre mesure, celui des produits non-énergétiques de +10,6%.

Concernant le pétrole brut, les prix se sont établis autour de 99,4 \$/bbl en moyenne en 2022, en hausse de +41,3% par rapport à 2021. En effet et au cours du premier semestre de l'année, les cours ont emprunté une trajectoire haussière pour atteindre un pic de 119 \$/bbl en juin, leur niveau le plus élevé depuis mai 2012. Ce renchérissement a été tiré par (i) l'éclatement de la guerre en Ukraine et ses répercussions sur l'approvisionnement en pétrole brut (ii) le redémarrage progressif de l'économie chinoise avec l'assouplissement des mesures contre la COVID-19 dans plusieurs grandes villes en mai et (iii) l'approbation par l'Union européenne, le 2 juin 2022, d'un sixième paquet de sanctions contre la Russie comprenant un embargo pétrolier sur les importations russes.

Sur le deuxième semestre de l'année, les prix ont connu une détente en particulier en septembre (90,1 \$/bbl en moyenne), retrouvant ainsi pour la première fois en 2022 leur niveau d'avant la guerre en Ukraine. Cette tendance baissière s'explique, d'une part, par les craintes d'une atténuation de la demande de pétrole sur fond de dégradation des perspectives économiques mondiales, ainsi que par l'appréciation du dollar américain et, d'autre part, par l'annonce des États-Unis et des autres grands pays consommateurs du pétrole de l'utilisation de leurs réserves stratégiques ainsi que l'approbation par les ministres des finances du G7 du plan américain visant à plafonner le prix du pétrole russe. Les prix ont ainsi terminé l'année à 80,5 \$/bbl en moyenne de décembre, en hausse de +9% par rapport à fin 2021.



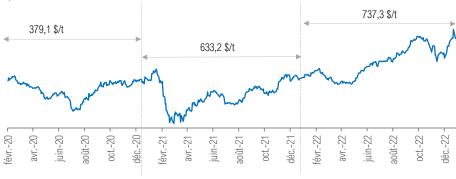
Prix du Pétrole - En \$ / baril -



Dans le même sillage, les prix du gaz butane ont enregistré une augmentation annuelle de +16,4% pour s'élever à 737,3 \$/T en moyenne de 2022 contre 633,2 \$/T en 2021. En effet, les cours ont affiché une sensible hausse durant les trois premiers mois de l'année. Cette flambée des prix est intervenue dans un contexte d'envolée des cours du gaz de pétrole liquéfie (GPL), en raison de la reprise de la demande, en particulier en Asie-Pacifique et en Europe, de la faiblesse des stocks et de l'insuffisance d'approvisionnement accentuées par le conflit Russo-Ukrainien. C'est ainsi que les prix du gaz butane ont atteint, en mars, leurs plus hauts niveaux depuis janvier 2014, soit 946,7 \$/T.

A partir du mois d'avril, les prix se sont inscrits dans une tendance baissière, en liaison essentiellement avec la faiblesse de la demande saisonnière, l'abondance de l'offre du substitut pétrochimique du gaz butane - le naphta - et l'intensification des exportations américaines vers l'Europe.





Source : Bloomberg

De son côté, la hausse de l'indice des prix des produits non énergétiques traduit des progressions de +13,3% pour les denrées alimentaires, de +4% pour les métaux de base et de +62,6% pour les phosphates et dérivés. Concernant les denrées alimentaires, le renchérissement des cours a été observé particulièrement durant les quatre premiers mois de l'année, en raison d'un effet combiné des perturbations d'approvisionnement exacerbées par la guerre en Ukraine, de la flambée des coûts des intrants (Energie et engrais) et de la reprise de la demande d'aliments de bétail sous l'effet du renouvellement par la Chine de son cheptel porcin suite à la propagation de la peste porcine africaine. A partir du mois de mai, les prix des denrées alimentaires se sont orientés à la baisse en raison d'une récolte mondiale favorable de blé et de la conclusion d'un accord négocié par l'ONU facilitant les exportations des céréales de l'Ukraine. Sur l'ensemble de l'année, les prix se sont globalement renchéris, reflétant des hausses annuelles de +24,8% pour le blé tendre français (368,2 \$/T), de +36,4% pour le blé tendre américain (429,9 \$/T), de +22,8% pour le maïs (318,8 \$/T) et de +5,5% pour le sucre brute (442,1 \$/T).

Pour leur part, les prix des métaux ont progressé de +9,4% pour l'aluminium (2.705 \$/T), de +15,9% pour le zinc (3.482 \$/T) et de +39,9% pour le nickel (25.834 \$/T). En revanche, les prix du cuivre (8.822 \$/T), du tin (31.335 \$/T) et du plomb (2.151 \$/T) ont reculé de -5,3%, de -3,2% et de -2,3% respectivement, sur fond d'assombrissement des perspectives de la croissance économique mondiale et d'affaiblissement de la demande mondiale de matières premières industrielles en Chine en particulier.

De même, les cours du phosphate brut ont franchi en 2022 un nouveau pic de 320 \$/mt en juillet jamais atteint depuis mars 2009 pour ressortir à 266,2 \$/mt en moyenne annuelle, en augmentation de +116% par rapport à 2021. Cette évolution a été soutenue par la baisse de la production des principaux exportateurs mondiaux, notamment de



l'Arabie Saoudite, du Maroc et de la Chine. Cette dernière a interrompu sa production au cours du S1-22 avant de limiter, sur la deuxième moitié de l'année, l'exportation du phosphate roche et des fertilisants dans le but de préserver la disponibilité de ces produits sur le marché intérieur.

Parallèlement, les cours des dérivés de phosphate ont évolué sur une trajectoire haussière au cours des quatre premiers mois de l'année 2022, en affichant, en avril, un pic historique depuis la crise financière de 2008, en particulier pour le DAP (954 \$/mt) et le TSP (856 \$/mt). Ainsi, en moyenne de l'année 2022, les cours du DAP ont augmenté de +28,5% (772,2 \$/mt) et ceux du TSP de +33,4% (718,2 \$/mt).

Cette évolution s'explique par les ruptures d'approvisionnement et les tensions au niveau de l'offre, la flambée des coûts des intrants, en particulier l'ammoniac et le soufre, en lien avec l'augmentation des coûts de fret à la suite de la guerre en Ukraine et les restrictions commerciales en Chine et en Russie. A partir du mois de mai, les prix se sont inscrits en baisse tout en demeurant à des niveaux élevés. Ce recul s'explique en partie par la faiblesse de la demande, en raison de la réduction d'apports en fertilisants faute d'un accès suffisant et à un coût abordable à ces intrants.

Prix du phosphate – En \$ / tonne –



Source : Banque Mondiale

TENSIONS SUR L'OFFRE DES ENGRAIS EN 2022

Après leur hausse exceptionnelle en 2021, les cours des engrais, ont poursuivi leur envolée en 2022 pour atteindre de nouveaux sommets, traduisant des tensions sur l'offre des dérivées du phosphate, qui ont été affectées par :

- La crise de la production en Europe : la forte hausse des prix du gaz naturel en Europe a entraîné des réductions généralisées de la production d'ammoniac, un composant essentiel des engrais azotés. En octobre 2022, environ 70 % de la capacité européenne de production d'ammoniac était réduite ou à l'arrêt.
- Les *ruptures d'approvisionnement*: ces ruptures concernent en particulier l'engrais du Potasse, dont la Biélorussie et la Russie comptent pour 40% des exportations mondiales, en raison des sanctions imposées par l'UE d'importer le Potasse Bélarusse et l'application de restrictions de transit sur le territoire de l'UE, en plus des problèmes logistiques rencontrées par la Russie, ainsi que les difficultés d'acheminement à travers les ports de la mer noire, depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine. Ainsi, les exportations de potasse Bélarusse ont chuté de plus de 50%.
- Les restrictions à l'exportation en Chine et en Russie: la Chine a introduit une interdiction d'exportation d'engrais jusqu'en juin 2022 et une limitation jusqu'au 31 décembre 2022 d'exporter du phosphate roche et des licences d'exportation de fertilisants dans le but de préserver la disponibilité de ces produits sur le marché intérieur, tandis que la Russie a imposé une interdiction d'exportation sur le nitrate d'ammoniac, un intrant clé dans la fabrication de DAP. Ainsi, les exportations chinoises de phosphate, ont diminué de près de 50 % (en glissement annuel) au cours des dix premiers mois de 2022, tandis que celles d'urée ont chuté d'environ 60%.

Source : Banque mondiale

Performances négatives des marchés boursiers...

Les marchés boursiers ont affiché des performances négatives en 2022, évoluant dans une conjoncture difficile marquée par une inflation record, à laquelle les banques centrales ont réagi par des hausses successives des taux d'intérêt après plus d'une décennie de taux bas, et par l'intensification des tensions géopolitiques avec l'éclatement de la guerre en Ukraine, pesant négativement sur les perspectives de la croissance mondiale.

Ainsi, les places américaines ont affiché des résultats négatifs durant toute l'année, comme en témoigne le recul de ses principaux indices boursiers, à l'instar du S&P (-16,3%) qui a enregistré sa pire performance depuis 2008, et du NASDAQ (-30%). Pour leur part, les marchés boursiers européens ont été plus résilients avec une contreperformance de l'indice EuroStoxx50 qui s'est limitée à -7,5%, reflétant des baisses des indices du CAC40 (-5,7%), du FTSE/MIB Milan (-9,6%), du GDAXI Francfort (-9,1%) et de l'IBEX Madrid (-2%). De même, l'indice boursier des pays émergents MSCI-EM s'est replié de -21,2%.

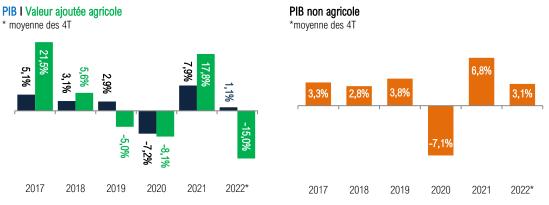


CONTEXTE NATIONAL

1. CROISSANCE ECONOMIQUE : résilience de la croissance du PIB dans un contexte difficile

1.1. Modération de la croissance économique en 2022...

Après avoir enregistrée un net rebond en 2021, l'économie marocaine a confirmé sa résilience dans un environnement morose marqué, au niveau international, par le conflit russo-ukrainien et l'assombrissement des perspectives de la croissance mondiale et, au niveau national, par la rareté et l'irrégularité des précipitations. En effet, alors que la croissance du PIB devait retrouver un niveau tendanciel de +3,2% en 2022, cette dernière s'est limitée à +1,1% en moyenne des quatre trimestres (4T-22) contre +7,9% en 2021, reflétant néanmoins une résilience des activités non-agricoles tandis que le secteur agricole s'est replié.



Source: Haut-Commissariat au Plan

Au niveau du secteur primaire, la valeur ajoutée s'est contractée de -15,3% en moyenne des 4T-22 contre +17,6% en 2021. Cette contre-performance s'explique par le repli de la valeur ajoutée du secteur agricole de -15% contre une hausse de +17,8% un an auparavant, en lien avec la rareté et l'irrégularité des précipitations ayant particulièrement affecté le rendement céréalier après une campagne de production record. De même, le secteur de la pêche s'est contracté de -19,1% contre +12,7%.

Pour sa part, le secteur secondaire a affiché un repli de sa valeur ajoutée de -0,3% contre +6,8% en 2021. Cette évolution recouvre, d'une part, une contraction des industries extractives (-9,8% contre +0,9%) et, dans une moindre mesure, de la construction (-0,9% contre +10,7%) et, d'autre part, des hausses modérées des industries de transformation (+0,8% contre +6,1% en 2021) et de l'électricité et de l'eau (+0,3% contre +6,5%)

De son côté, c'est le secteur tertiaire qui a soutenu la croissance des activités non agricoles avec une progression de +5,3% contre +6,8%. Cette performance traduit en particulier la poursuite de la reprise des secteurs du tourisme (+45,3% contre +31,6%) et des transports (+7,3% contre +15,2%) qui reviennent à 89,8% et 98,7% respectivement de leurs niveaux de 2019. Parallèlement, les autres secteurs ont affiché une dynamique vigoureuse, notamment les activités financières (+4,6% au même niveau que l'année précédente), l'administration publique (+4,5% contre +4,1%), l'éducation (+3,6% contre +3%), le commerce (+2,9% contre +7,9%) et les activités immobilières (+1,5% contre +3%).

Eu égard à ces évolutions et à la progression du poste impôts nets des subventions (+2,9% contre +8,8%), le PIB non agricole a progressé de +3,1% en moyenne des 4T-22 contre +6,8% en 2021. Quant au PIB nominal, il a enregistré une augmentation de +6,2%, laissant apparaître une hausse du niveau général des prix de +5,1% contre +3,2% un an auparavant.

Contribution positive de la demande intérieure à la croissance économique ...

La contribution de la demande intérieure à la croissance économique s'est limitée à +1,5 point en moyenne des 4T-22 contre de +9,7 points en 2021. En effet, le rythme de croissance de la demande intérieure a ralenti à +1,4% contre +9,4%, en raison d'un recul de l'investissement de -1,8% contre +20,2%, qui a contribué négativement à la croissance du PIB (-0,6 point contre +3,8 points). Pour leur part, les rythmes de croissance des dépenses de consommation des ménages et des administrations publiques ont décéléré à +1,9% contre +8,2% et à +5,2% contre +5,6%, affichant ainsi des contributions respectives de +1,1 point et +1 point.



Contribution négative du solde des échanges extérieurs à la croissance économique...

Compte tenu d'une hausse des importations (+7,4% en moyenne des 4T-22 contre +11,8% en 2021) plus importante que celle des exportations (+7,1% contre +8,7%), la contribution du solde des échanges extérieurs de biens et services à la croissance économique s'est établie à -0,4 point contre -1,8 point en 2021.

Contribution à la croissance : Investissement / Consommation / Echanges extérieurs - En points de croissance -



Source: Haut-Commissariat au Plan I *moyenne des 4T-22

1.2. Forte baisse de la production céréalière et bonne performances pour des cultures printanières

Compte tenu de la rareté des précipitations ayant concerné en particulier le début de la campagne agricole 2021/22, la production céréalière s'est limitée à 34 M.Qx, dont 18,9 M.Qx de blé tendre, 8,1 M.Qx de blé dur et 7 M.Qx d'orge, en baisse de -67% par rapport à la campagne 2020/21 qui avait enregistré un record de production de 103 M.Qx. Tenant compte d'une superficie emblavée de 3,6 M.ha, le rendement céréalier moyen a fortement baissé pour ressortir à 9,4 Qx/ha contre 23,7 Qx/ha lors de la campagne précédente.

Au niveau du secteur non céréalier, la production a augmenté de +14% pour les agrumes et de +21% pour les olives. Ainsi, durant la campagne d'exportation allant du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022, le volume des ventes des agrumes a enregistré une croissance de +40% et celui des produits maraîchers de +13%, en particulier les tomates (+19%) et les fruits rouges (+18%). S'agissant de la récolte de dattes, elle a connu une chute de -30% pour revenir à 105 mille tonnes.

Par ailleurs, le secteur de **l'élevage** a bénéficié de l'appui apporté aux éleveurs, à travers le plan d'urgence de 10 MM.DH mis en œuvre par le gouvernement afin de limiter l'impact du retard des précipitations et de l'amélioration des parcours et des ressources fourragères suite aux pluies des mois de mars et d'avril.

PRINCIPALES MESURES POUR FAIRE FACE AU STRESS HYDRIQUE

Afin de limiter l'impact du retard des précipitations en début de la campagne agricole 2022/21, le gouvernement a pris un ensemble de mesures visant à la fois l'atténuation de l'impact sur le revenu des producteurs et le renforcement des infrastructures hydrauliques. Il s'agit notamment de :

- L'adoption d'un plan d'urgence d'un montant de 10 MM.DH pour soutenir les agriculteurs et les éleveurs, dont :
 - 3 MM.DH pour la distribution de 7 M.Qx d'orge aux éleveurs dans le but d'atténuer l'impact de la hausse des aliments du bétail, mais également pour l'aménagement et l'équipement de points d'eau pour l'abreuvement du cheptel ;
 - 1,1 MM.DH pour l'accélération de la mise en œuvre de l'assurance sécheresse des agriculteurs et ;
 - 6 MM.DH alloués aux agriculteurs dans le but d'alléger leurs charges financières à travers le rééchelonnement de la dette.
- Le lancement de nouveaux projets de dessalement de l'eau de mer via :
 - L'ouverture de diverses usines de dessalement d'eau de mer à Dakhla et Casablanca, la construction de 127 barrages collinaires sur 3 ans, le raccordement entre les bassins et la préservation des nappes phréatiques.
- L'adoption d'un programme d'urgence afin de garantir l'approvisionnement en eau potable des villes qui risquent d'avoir des déficits à cause des effets de la sécheresse :
 - La consécration d'une enveloppe de 3 MM.DH pour un programme d'urgence 2021-2022 dont l'objectif est de sécuriser l'approvisionnement en eau potable dans les zones des bassins hydrauliques de Moulouya, Oum Al Rabie, Tensift et Guir-Ziz-Ghris. À cela, s'ajoute un autre programme complémentaire de 2 MM.DH spécifique au monde rural.



1.3. Résultats globalement positifs des activités non agricoles

Au cours de l'année 2022, la confirmation de la reprise a été perceptible en particulier au niveau des activités tertiaires, notamment le tourisme et le transport, en liaison avec le rétablissement de la situation sanitaire et la réouverture des frontières. Par ailleurs, l'évolution des autres indicateurs de conjoncture a fait ressortir des résultats mitigés.

1.3.1. Bonnes performances du secteur de la pêche

Le volume des débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale s'est établi à 9,7 millions de tonnes au terme de l'année 2022, en augmentation de +13,4% après +2,8% en 2021. Cette bonne performance recouvre, d'une part, des progressions des captures du poisson pélagique (+17,3%) et des crustacés et coquillages (+3,4%) et, d'autre part, des baisses au niveau des algues (-42,2%) et des céphalopodes (-12,3%). De même, la valorisation des captures s'est améliorée de +6,5% contre +39,5%, tirée principalement par les hausses des valeurs des crustacés et coquillages (+18,1%), du poisson pélagique (+24,1%) et du poisson blanc (+7,7%).

Suite à la baisse des captures des céphalopodes en raison particulièrement du recul de 60% des disponibilités maritimes de poulpe dans le sud du pays, le département de la Pêche maritime a annoncé l'arrêt de la pêche au poulpe du 1^{er} avril jusqu'au 15 décembre 2022 dans tout le Royaume.

Débarquements de la pêche côtière et artisanale : Volume / Valeur – en %-



Source : Office national de la pêche

1.3.2. Repli du secteur minier

La production de phosphates, principale composante du secteur extractif, a affiché une baisse de -20,1% à fin 2022 après +1,8% un an auparavant. La production des dérivés s'est, de son côté, contractée de -6,8% après -1,7%, suite à la baisse de la production de l'acide phosphorique de -11,5% et des engrais naturels et chimiques de -3,6%.

Pour ce qui est des exportations en volume, elles ont reculé de -46,1% pour les phosphates, de -11,8% pour les engrais naturels et chimiques et de -2,3% pour l'acide phosphoriques alors que les ventes en valeur ont augmenté respectivement de +49,7%, +53,9% et +15,2% suite à un effet exclusivement prix.

Production Phosphate / Dérivés de phosphate - en % -



Source : Office Chérifien de Phosphate



CHIFFRE D'AFFAIRES RECORD DU GROUPE OCP EN 2022

Le Groupe OCP a réalisé une performance remarquable en 2022, en enregistrant un chiffre d'affaires de 114,5 MM.DH, en hausse de +36% par rapport à l'année précédente. Ce résultat est attribué à la progression des prix de vente des trois segments - Phosphate roche ; Engrais et Acide phosphorique -, qui a largement compensé la baisse des volumes de ventes, ainsi qu'aux efforts constants du Groupe pour optimiser ses coûts de production et son efficacité opérationnelle.

En effet, les perturbations des chaînes d'approvisionnement combinées à la réduction des exportations chinoises ont tiré les prix des engrais à des niveaux record. En revanche et à partir du T3-22, les prix des engrais phosphatés ont enregistré une certaine baisse, reflétant un repli de la demande suite à la dégradation de la capacité financière des agriculteurs. En effet, la plupart des marchés clés ont connu une baisse de la demande, notamment le Brésil, l'Europe et les États-Unis, qui ont également souffert de conditions météorologiques défavorables. Par ailleurs, l'Inde a augmenté ses importations en raison de faibles niveaux de stocks et de subventions gouvernementales plus élevées.

C'est ainsi que le chiffre d'affaires de la Roche a augmenté de +51%, principalement en raison de l'amélioration des prix, dans un contexte de baisse des volumes d'exportation vers les principales régions importatrices. Pour les engrais, le chiffre d'affaires a augmenté de +44% et n'a progressé que de +1% pour l'acide phosphorique.

En ce qui concerne les investissements, le Groupe OCP a annoncé le lancement de la seconde phase de son programme d'investissement d'un budget d'environ 13 milliards de dollars sur la période 2023-2027. Il repose sur l'augmentation des capacités minières et de production d'engrais, tout en s'engageant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2040. Ce programme d'investissement vise à augmenter la capacité de production de 12 millions de tonnes d'engrais actuellement à 20 millions de tonnes d'ici 2027 et prévoit une extension des capacités minières via l'ouverture d'une nouvelle mine à Meskala ainsi que l'installation d'un nouveau complexe de production d'engrais à Mzinda. Le plan d'investissement du Groupe OCP à horizon 2027, s'articule autour des objectifs clés suivants :

- Ammoniac vert : Production d'1 million de tonnes d'ici 2027.
- Énergie verte : Production de 5 GW d'énergie propre d'ici 2027.
- Dessalement d'eau de mer : Atteindre une capacité de 560 millions de m³ en 2027, dont 110 millions de m³ devraient être réalisés en 2023 grâce à la mise en service de plusieurs nouvelles stations de dessalement.
- Produits chimiques spécialisés: Atteindre un volume de 20.000 tonnes de fluor et de 30.000 tonnes de produits intermédiaires pour les batteries lithium-fer-phosphate d'ici 2027.

Source: OCP

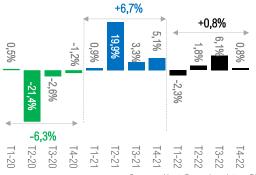
1.3.3. Légère reprise du secteur industriel

L'indice de la production des industries manufacturières a affiché une légère hausse de +0,8% en 2022 après une forte reprise de +6,7% en 2021. Cette évolution est portée essentiellement par « l'industrie du cuir et de la chaussure » (+16,7%), « l'industrie pharmaceutique » (+11,3%), « l'industrie automobile » (+12,7%), « la métallurgie » (+10,1%) et « la fabrication d'équipements électriques » (+7,3%). En revanche, des contreperformances ont été enregistrées au niveau de « la réparation et installation de machines et équipements » (-15,3%), de « l'industrie chimique » (-8,4%), de « la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques» (-7,9%) et de « l'industrie du papier et du carton » (-6,1%).

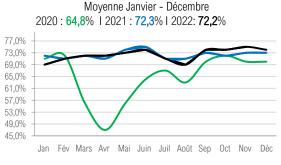
De son côté, et en moyenne de l'année 2022, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle (TUC) s'est stabilisé à 72,3%. Dans cette évolution, des hausses ont été enregistrées au niveau des TUC des « industries mécaniques et métallurgiques » (+3,4 points), des « industries électrique et électronique » (+5,8 points) et des « industries du textile et cuir » (+8,1 points). En revanche, des baisses ont été relevées au niveau des TUC des « industries agroalimentaires » (-1,8 point) et des « industries chimique et parachimique » (-1,8 point).

Indice de la production industrielle - En % -

Taux d'utilisation des capacités de production industrielle



Source : Haut-Commissariat au Plan



Source: Bank Al-Maghrib



PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DU SECTEUR AUTOMOBILE EN 2022

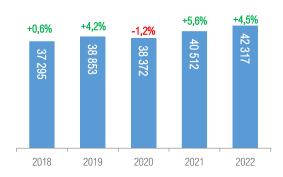
- Atteinte d'un taux d'intégration de 64% permettant, ainsi, au Maroc de devenir le 2^{ème} pays producteur de voitures au niveau continental après l'Afrique du Sud et d'exporter ses voitures à plus de 74 destinations mondiales;
- Chute de -8% des ventes de voitures neuves au Maroc après un rebond des ventes post-Covid de +5,7%. Ainsi, le nombre des voitures neuves vendues a atteint 161.410, dont :
 - 143.146 immatriculations pour le segment des véhicules particuliers en baisse de 7% et ;
 - 18.224 immatriculations pour le segment des véhicules utilitaires légers (VUL) en recul de -14%;
- Lancement par la firme américaine APTIV des travaux de construction d'une unité industrielle de câblage automobile à Oujda avec un investissement de 394 M.DH, ce qui devrait permettre la création de 3 500 emplois directs et environ 700 emplois indirects;
- Signature par le ministre de l'Industrie et du Commerce avec des équipementiers automobiles nationaux et internationaux, de 8 conventions portant sur des investissements de 1 MM.DH et la création de 12.000 emplois directs;
- Inauguration par l'équipementier automobile turc « Martur Fompak International » d'une unité industrielle à Tanger Automotive City avec l'investissement de plus de 340 M.DH et la création de 1.150 emplois;
- Renforcement des activités de L'équipementier automobile japonais YAZAKI au Maroc avec l'inauguration de sa 4ème usine au royaume et 2ème à Kenitra;
- Inauguration par le géant « Samvardhana Motherson » d'un nouveau site à Tanger avec un investissement de plus de 120 M.DH;
- Inauguration par Groupe Lear d'une nouvelle usine à Meknès avec un investissement de 200 M.DH, ce qui devrait permettre la création de plus de 2 000 emplois directs;
- Investissement par FAURECIA de plus de 150 M.DH à Salé permettant la création de 1400 emplois directs à l'horizon 2028.

1.3.4. Dynamique soutenue de la consommation énergétique

Au cours de l'année 2022, la production locale d'électricité a enregistré une faible progression de +0,6% contre +6,6% en 2021. Cette évolution recouvre, d'une part, des progressions de +15% de la production de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable (ONEE) et de +2,9% de la production des énergies renouvelables inscrites dans le cadre de la loi 13-09 et, d'autre part, un repli de -4,2% de la production concessionnelle.

De son côté, le solde des échanges d'énergie s'est établi à +1397 Gwh contre un solde négatif de -163 Gwh, résultat de l'augmentation de +171% des importations et du repli de -44,7% des exportations. Ainsi, l'énergie appelée nette a progressé de +4,5% à fin 2022 contre +5,6% un an auparavant. Par ailleurs, la consommation d'électricité a progressé de +4,6% après +5,5% un an auparavant. Cette augmentation trouve son origine dans les améliorations de la consommation d'électricité à moyenne tension (+5,7%), de la consommation des régies (+3,5%), de la consommation d'électricité à très haute et haute (+3,6%).

Energie appelée nette - En GWh et % -



Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable

ENERGIES PROPRES : MARCHE DE L'HYDROGENE VERT AU MAROC

Le Maroc fait les premiers pas dans la production d'hydrogène vert et consolide son engagement en faveur de l'accélération de sa transition énergétique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en participant à la décarbonation de son industrie. A ce égard, il convient de rappeler que lors de la réunion de travail, du 22 novembre 2022, consacrée au développement des énergies renouvelables et aux nouvelles perspectives dans ce domaine, Sa Majesté le Roi a donné Ses Hautes Instructions à l'effet d'élaborer, dans les meilleurs délais, une « Offre Maroc » opérationnelle et incitative, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur de la filière de l'hydrogène vert.

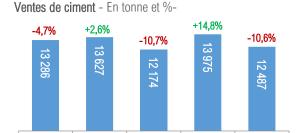
A ce titre, les principaux projets réalisés en matière de l'énergie verte au cours de l'année 2022 sont :

- La conclusion en juillet 2022 d'un accord entre l'Institut de Recherche en Énergie Solaire et Énergies Nouvelles (IRESEN), l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), l'Office chérifien des phosphates (OCP) et la société néerlandaise Proton Venture, en vue de réaliser les travaux nécessaires à la mise en place de la plateforme technologique « Green H2A » dédiée à la R&D, innovation et formation en hydrogène vert ;
- La mise en service par l'IRESEN du premier système de production d'hydrogène vert en septembre et ce dans le cadre de son projet Power-to-X μPilot. Ce microsystème pilote vise à produire de l'hydrogène sans carbone à partir d'un électrolyseur et de panneaux solaires photovoltaïques, ainsi qu'à fabriquer d'autres produits tels que l'ammoniac, le méthane et les carburants verts;
- L'adoption par l'OCP d'un projet d'investissement vert très ambitieux de près de 13 milliards de Dollars sur la période 2023-2027 en vue d'alimenter à terme l'ensemble de son outil industriel en énergie verte.



1.3.5. Contre-performance du secteur du BTP

L'année 2022 a connu une baisse des ventes du ciment de -10,6% après une hausse de +14,8% en 2021. Alimentée par la flambée des prix des matériaux de construction, cette baisse s'explique par les contreperformances des ventes au niveau des segments de la distribution (-14,8%), du bâtiment (-12,7%) et du préfabriqué (-8,3%). Par contre, des hausses ont été enregistrées au niveau de l'infrastructure (+5,1%) et du béton prêt à l'emploi (+0,3%).



2020

2021 Source: Association Professionnelle des Cimentiers

2022

Par ailleurs, l'additionnel des crédits immobiliers s'est établi à +7 MM.DH ou +2,4 en 2022, soit quasiment le même niveau affiché en 2021. Dans cette évolution, les crédits alloués à l'habitat ont progressé de +6,4 MM.DH ou +2,7% alors que les financements alloués à la promotion immobilière ont diminué de -1,1 MM.DH ou -2%.

2018

2019

Pour sa part, le nombre de bénéficiaires du fonds DAMANE ASSAKANE a atteint 14.113 en 2022, en recul de -23% par rapport à l'année 2021. Dans cette évolution, le nombre de bénéficiaires du FOGARIM a affiché une baisse de -24,9% à 7.694 ménages et celui du FOGALOGE de -20,7% à 6.419 bénéficiaires. De leur côté, les montants accordés ont chuté de -25,7% pour revenir à 1.259 M.DH pour le FOGARIM et de -13% à 2.058 M.DH pour le FOGALOGE. Depuis sa création, 273.838 ménages ont bénéficié de l'appui du Fonds DAMANE ASSAKANE pour un montant global de 52,4 MM.DH.

1.3.6. Tourisme

Considéré comme étant l'un des secteurs qui a le plus pâti des effets de la crise sanitaire, le secteur du tourisme a consolidé en 2022 les prémisses de la reprise apparues en 2021, à la faveur d'un rétablissement de la situation sanitaire, l'ouverture des frontières et d'une série d'initiatives menées en vue de remettre l'activité touristique sur la voie des réalisations d'avant pandémie.

Ainsi, les arrivées aux postes frontières ont enregistré un net rebond de +192% en 2022 pour atteindre 10,9 millions de touristes, soit un taux de récupération de 84% (98,8% MRE et de 71,1% les touristes étrangers) par rapport à la situation d'avant crise contre 63% au niveau mondial. Par marchés émetteurs, l'Espagne a affiché le taux de récupération le plus élevé par rapport à 2019 soit 102%, suivi du Royaume-Uni (87%) et de la France (76%) alors que l'Allemagne a connu le taux de récupération le plus faible, soit 41%.

De leur côté, les nuitées dans les établissements classés se sont renforcées de +107% pour s'établir à 19 millions, ce qui correspond à 75,5% de leur niveau de 2019. Les nuitées du tourisme interne se sont ainsi raffermies de +24,5% pour ressortir à 7,9 millions, soit un taux de récupération de 101%. De même, les nuitées réalisées par les non-résidents se sont renforcées de 293% pour se situer à 11,1 millions, ce qui correspond à une récupération de 63,6% des niveaux d'avant pandémie.

Par destination, Tanger et Essaouira ont affiché le taux de récupération le plus élevé par rapport à 2019 soit 95% et 87% respectivement, suivies de Rabat (85%). Les deux pôles touristiques Marrakech et Agadir, qui s'accaparent de 55% des nuitées totales, ont récupéré 72% du niveau de 2019.

Notons que le Royaume s'est vu classer au 3ème rang des pays arabes les plus visités en 2022, derrière l'Arabie Saoudite (18 millions de touristes) et les Emirats-Arabes-Unis (15 millions de touristes).



Nuitées dans les établissements classés : Résident I Non-Résident I Total - En milliers-25 244 24 031 22 101 7 838 7 166 19 010 7 055 7 939 17 406 16 866 15 046 9 194 6 976 **11 07**1 6376 3 506 3 470 2017 2018 2019 2020 2021 2022

Source : Ministère du Tourisme



MESURES POUR LA REDYNAMISATION ET LA RELANCE DU TOURISME EN 2022

- Mise en place en janvier d'un plan d'urgence d'un montant de 2 MM.DH, dont 1 MM.DH pour le soutien à l'effort d'investissement des hôteliers en termes notamment d'entretien, de rénovation et de formation.
- Levée de toutes les restrictions liées aux voyages,
- Lancement des visas électroniques pour certains pays,
- Amélioration de la capacité aérienne et renforcement de l'opération Marhaba durant la saison estivale.
- Lancement par l'ONMT de la campagne internationale « Maroc, terre de lumière » qui a joué un rôle important pour faire prévaloir la marque "Maroc" au monde.

REPRISE DES ARRIVEES INTERNATIONALES EN 2022

D'après le dernier rapport du Baromètre OMT du tourisme mondial, le nombre des arrivées internationales a enregistré un taux de récupération de 63% en 2022 par rapport à 2019 pour atteindre 900 millions. Toutes les régions du monde ont connu une augmentation considérable du nombre de touristes internationaux.

La plus forte hausse a été constatée au Moyen-Orient avec un taux de récupération de 83%, suivi de l'Europe avec 80%. L'Afrique et les Amériques ont toutes les deux enregistré un taux de récupération de 65% tandis que l'Asie-Pacifique est revenue à 23% et ce, en liaison avec les restrictions de voyage imposés par la Chine durant l'année 2022 à cause de la résurgence de la pandémie.

Pour l'année 2023 et malgré les défis économiques, sanitaires et géopolitiques, l'OMT prévoit une poursuite de la reprise des arrivées de touristes internationaux pour atteindre de 80% à 95% de leurs niveaux d'avant la pandémie.

Source: Organisation Mondiale du Tourisme

1.3.7. Transport

Durant l'année 2022, les aéroports du Royaume ont enregistré un volume de trafic commercial de 20,6 millions de passagers et 174.820 vols, ce qui correspond à des taux de récupération respectifs de 82% et 83% par rapport à l'année 2019. En effet, le trafic aérien international a récupéré 84% de son volume, en accueillant 18,4 millions de passagers, ce qui représente 90% du trafic aérien global. De même, le trafic domestique a enregistré un taux de récupération de 72%, atteignant 2,2 millions de passagers.

Ainsi, l'aéroport Mohammed V, qui s'accapare de 37% du flux des passagers, a affiché un taux de récupération de 74% alors que plusieurs autres aéroports ont dépassé les performances réalisées en 2019, tels que les aéroports de Tétouan (470%), d'Oujda (122%), Nador (108%) et Tanger (106%).

Par marché, l'Europe, qui représente 83% du total du trafic aérien international marocain, a affiché un taux de récupération de 87% par rapport à 2019 contre 74% pour le marché du Moyen et Extrême Orient et 74% pour l'Afrique.

Trafic aérien commercial au niveau des principaux aéroports

	2019	2022	Taux de récupération
MOHAMMED V	10 313 365	7 637 643	74%
MARRAKECH	6 399 145	4 903 681	77%
AGADIR	2 009 040	1 774 605	88%
FES - SAISS	1 418 950	1 319 192	93%
TANGER	1 356 664	1 432 175	106%
RABAT-SALE	1 101 117	873 305	79%
NADOR	773 472	836 742	108%
OUJDA	702 004	855 911	122%
DAKHLA	256 975	222 480	87%
TOTAL	25 075 677	20 592 350	82%

Source : Office National des Aéroports

Pour ce qui est du trafic portuaire global, il a enregistré une hausse de +1,5%, passant de 192,1 millions de tonnes en 2021 à 195 millions de tonnes en 2022. C'est ainsi que les importations se sont accrues de +3,2% pour s'établir à 65,9 millions de tonnes, sous l'effet principalement de la hausse du trafic des céréales de +23,3%, des hydrocarbures de +7,5%, de l'ammoniac +14% et du charbon de +0,4%.

Le volume des exportations a, par contre, affiché un repli de -13% à 34,7 millions de tonnes et ce, en liaison avec la baisse des quantités de -42,7% du phosphate brut, de -29,3% de l'acide phosphorique et de -39,8% de l'acide sulfurique.



Par ailleurs, la répartition du trafic en 2022 a été marquée par une prédominance de l'activité de transbordement, qui représente 43,5% du trafic global, suivie des importations avec 33,8%, des exportations avec 17,8%, du cabotage avec 3,9% et du soutage avec 0,9%.

BILAN DE L'ACTIVITE DU PORT TANGER MED EN 2022

En 2022, le complexe portuaire Tanger Med a enregistré une bonne performance et a préservé ainsi son leadership méditerranéen et africain. Cette évolution s'explique principalement par la montée en productivité des terminaux à conteneurs pour l'accueil et le traitement des navires méga-ships, ainsi que par la reprise des traversées pour le trafic des passagers Maroc-Espagne spécialement durant la campagne Marhaba 2022.

Ainsi, ce complexe a traité en 2022 **un volume global** de 107.822.662 tonnes, en progression de 6% par rapport à 2021. Ce trafic représente environ 54% de l'ensemble du tonnage portuaire réalisé au Royaume du Maroc.

Pour ce qui est du **trafic conteneurs**, 7.596.845 conteneurs EVP (équivalent vingt pieds) ont été manutentionnés au sein du complexe portuaire Tanger Med en 2022, soit une progression de +6% par rapport à 2021.

S'agissant du **trafic rouliers**, le complexe portuaire a traité 459.091 camions TIR en 2022, en croissance de 13% par rapport à 2021. Cette bonne dynamique des exportations nationales a été portée principalement par les secteurs de l'industrie et de l'agroalimentaire avec des croissances respectives de +22% et +11%.

En parallèle, 478.589 **véhicules neufs** ont été manutentionnés sur les deux terminaux à véhicules du complexe portuaire, en croissance de +11% par rapport à l'année 2021. Le trafic inclut principalement 295.393 véhicules produits par les usines Renault de Melloussa et de SOMACA et 124.112 véhicules produits par l'usine Stellantis de Kénitra.

De son côté, le **trafic du vrac liquide** a connu une croissance de +6% par rapport à l'année 2021, soit un volume global de 9.260.711 tonnes d'hydrocarbures manutentionnés. Le trafic du vrac solide a, pour sa part, enregistré un total de 404.007 tonnes traitées, en croissance de +18% par rapport à l'année dernière, principalement grâce au trafic des bobines de tôles et des céréales.

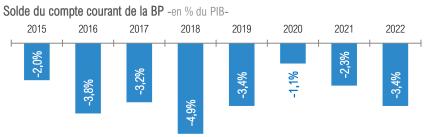
Quant au **trafic des passagers**, il a repris pleinement en 2022 après les restrictions sanitaires liées au Covid-19 en 2020 et 2021 avec un cumul de 2.071.504 passagers ayant transité par le complexe portuaire Tanger Med.

Enfin et au niveau du **trafic maritime**, un total de 14.404 navires ont accosté au complexe portuaire Tanger Med, en croissance de +32% par rapport à 2021, dont 961 méga-ships (taille supérieure à 290 mètres).

Au niveau de l'activité ferroviaire, le nombre de voyageurs transportés par l'ONCF s'est établi à 45 millions de personnes en 2022, en progression de +30% par rapport à 2021. De son côté, le transport ferroviaire de marchandises a enregistré une baisse de -23,2% pour se situer à 20,7 millions de tonnes.

2. ECHANGES EXTERIEURS : Hausse du déficit commercial et renforcement des avoirs officiels de réserve

Au terme de l'année 2022, le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est établi à -3,4% du PIB contre -2,3% en 2021. Cette situation est le résultat de la hausse du déficit commercial suite au renchérissement des prix à l'international, laquelle hausse a été atténuée par le bon comportement des recettes voyages et des transferts des MRE.



Source : Office des Changes

2.1. Baisse du taux de couverture des biens

Le déficit commercial a enregistré une hausse de +112,5 MM.DH ou +56,5% pour se situer à 311,6 MM.DH. Cette situation s'explique par une hausse des importations (+209,2 MM.DH ou +39,6%) plus importante que celle des exportations (+96,7 MM.DH ou +29,4%), induisant ainsi une baisse du taux de couverture de -4,6 points pour revenir à 57,8%.

2.1.1. Bonne performance des exportations de l'ensemble des MMM

Au niveau des exportations, qui se sont élevées à 426,1 MM.DH, la totalité des secteurs ont affiché une bonne performance, plus particulièrement les phosphates, l'industrie automobile, l'agriculture et l'agroalimentaire.



En effet, les ventes du groupe OCP se sont renforcées de +35,2 MM.DH ou +43,9% pour atteindre 115,5 MM.DH, devenant ainsi le 1^{er} secteur exportateur devant l'automobile. Cette hausse est liée à un effet prix exclusivement avec des progressions en valeur de +49,7% pour les phosphates, +53,9% pour les engrais naturels et chimiques et +15,2% pour l'acide phosphorique, au moment où les ventes en volume se sont repliées de -46,1%, de -11,8% et de -2,3% respectivement.

Hors OCP, les exportations se sont raffermies de +61,5 MM.DH ou +24,7% pour s'établir à 310,6 MM.DH. Avec une part de 26,1%, les ventes du secteur automobile se sont accrues de +27,6 MM.DH ou +33% pour atteindre un record de 111,3 MM.DH, suite à une hausse dans tous les segments, notamment la construction (+40%) et le câblage (+28,9%).

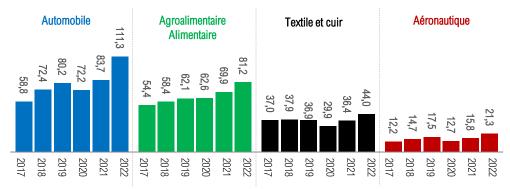
De même, les exportations du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire se sont raffermis de +11,3 MM.DH ou +16,2% pour atteindre 81,2 MM.DH, suite à la hausse simultanée des ventes de l'industrie alimentaire (+19,9%) et celles de l'agriculture, sylviculture et chasse (+11,4%).

Pour ce qui est des expéditions de textile et cuir, elles ont enregistré une hausse de +7,5 MM.DH ou +20,7%, soutenues par les ventes de vêtements confectionnés (+21,9%), des articles de bonneterie (+12,5%) et des chaussures (+32%). Il est à signaler qu'au cours du S1-22, le Maroc s'est classé dans le top 10 des exportateurs vers le marché européen (8ème fournisseur d'habillement de l'UE avec une part de marché de 3,5% et 2ème fournisseur au niveau des pays du pourtour méditerranéen derrière la Turquie et devant la Tunisie);

En parallèle, les exportations du secteur aéronautique se sont consolidées de +5,4 MM.DH ou +34,4% pour atteindre 21,3 MM.DH. Cette évolution s'explique notamment par la hausse des ventes dans les segments de l'assemblage (+35,8%) et du système EWIS d'interconnexion de câblage électrique (+31,7%).

De leur côté, les exportations du secteur de l'électronique et électricité se sont renforcées de +5,2 MM.DH ou +38,5% pour s'élever à 18,6 MM.DH, portées principalement par les ventes de composantes électroniques (+62,8%) et des fils et câbles (+36%).





Source : Office des Changes

2.1.2. Hausse de la facture énergétique

La hausse des importations de biens, qui se sont établies à 737,7 MM.DH, fait suite à l'augmentation des achats de l'ensemble des groupes de produits. En effet, la facture énergétique s'est renchérie de +77,7 MM.DH ou +102,6% pour culminer à 153,5 MM.DH, soit 20,8% des importations totales. Cette évolution est attribuée essentiellement à l'accroissement des achats du gas-oil et fuel-oil, suite à la hausse des prix qui ont presque doublé et, dans une moindre mesure, par celle des quantités (+7,2%).

De même, la facture alimentaire s'est appréciée de +26,9 MM.DH ou +44,9% pour s'établir à 86,7 MM.DH, en liaison avec la hausse des approvisionnements en blé (+81,2%), sous l'effet d'une hausse simultanée des prix (+40,8%) et des volumes (+28,7%). Les achats d'orge ont également enregistré une hausse importante de +330.6%.

Les factures énergétiques et alimentaires ont ainsi pesé à hauteur de 77,1% dans la contribution au déficit commercial contre 68,1% en 2021. Elles ont cependant été couvertes à hauteur de 48,1% par les exportations du groupe OCP contre 59,8% en 2021.

Hors produits énergétiques et alimentaires, les importations se sont accrues de +104,6 MM.DH ou +26,6% pour se situer à 497,5 MM.DH. Ainsi, les importations de demi produits ont progressé de +53,8 MM.DH ou +46,4% à

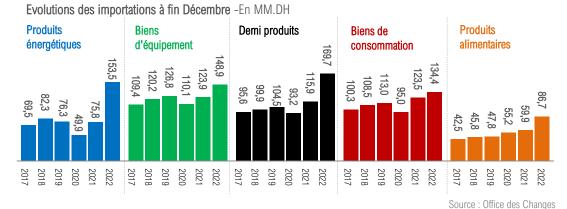


169,7 MM.DH, suite principalement à l'accroissement des achats d'ammoniac (+209,3%), de matières plastiques (+34,4%) et de produits chimiques (+35%).

De leur côté, les acquisitions de biens d'équipement ont affiché une hausse de +25 MM.DH ou +20,2% pour s'établir à 148,9 MM.DH, portées par les achats de parties d'avions et d'autres véhicules aériens (+57,4%), de fils et câbles (+39%) et de moteurs à pistons (+31,2%).

Parallèlement, les importations de produits bruts ont progressé de +14,7 MM.DH ou +49,9% à 44,3 MM.DH, sous l'effet notamment de la hausse des achats de soufre brut et non raffiné (+74,8%) et de l'huile de soja brute ou raffinée (+40,6%).

Enfin, les achats de produits finis de consommations ont augmenté de +10,9 MM.DH ou +8,8% pour s'établir à 134,4 MM.DH, en liaison avec la hausse des importations de parties et pièces pour voitures de tourisme (+22,4%) et de tissus et fils de fibres synthétiques et artificielles (+26,7%).



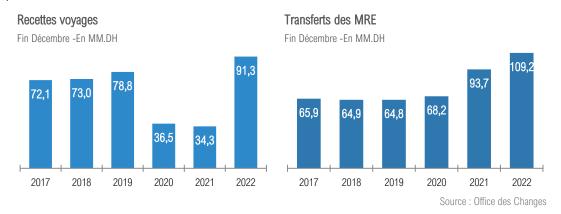
2.2. Excédent de la balance des services

La balance des services a enregistré un excédent de +113,6 MM.DH, en hausse de +51,3 MM.DH ou +82,2% par rapport à 2021, soutenue par une hausse des exportations (+81,1 MM.DH ou +58,3%) plus importante que celle des importations (+29,8 MM.DH ou +38,9%).

Les voyages, principale composante des échanges de services, ont affiché un solde excédentaire de 75 MM.DH, marquant ainsi une hausse de +51,4 MM.DH ou +216% par rapport à 2021. Cette évolution s'explique par un net rebond des recettes voyage de +57 MM.DH ou +166%, soit un taux de récupération de 116% par rapport à 2019 et ce, en liaison avec la bonne reprise de l'activité touristique étant donné les mesures mises en place par les autorités pour relancer le secteur. De leur côté, les dépenses voyages ont progressé de +5,6 MM.DH ou +52,8% pour s'établir à 16,3 MM.DH.

2.3. Poursuite de la bonne performance des transferts des MRE

Après leur performance exceptionnelle en 2021, les transferts de fonds effectués par les Marocains Résidents à l'Etranger ont confirmé leur dynamisme en 2022 avec une hausse de +15,5 MM.DH ou +16,5% par rapport à l'année précédente pour atteindre 109,2 MM.DH. Cette évolution a été favorisée également par le bon déroulement de l'opération MARHABA 2022.





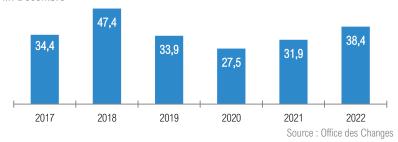
2.4. Hausse des flux des investissements directs étrangers

A fin 2022, le flux net des investissements directs étrangers au Maroc (IDE) a augmenté de +1,6 MM.DH ou +8,3% pour se situer à 21 MM.DH. Ce résultat s'explique par une hausse des recettes (+6,5 MM.DH ou +20,5%) plus importante que celle des dépenses (+4,9 MM.DH ou +39,2%).

Ces IDE concernent trois principaux secteurs à savoir l'immobilier (20%), l'industrie (19%) et les travaux publics (11%). Par pays d'origine, plus de la moitié des IDE provient de la France (32%), des Emirats Arabes Unis (18%) et de l'Espagne (8%).

De leur côté, les investissements directs marocains à l'étranger (IDME) ont augmenté de +1,2 MM.DH ou +6,8% pour s'établir à 19,4 MM.DH. En revanche, les cessions de ces investissements ont atteint 13,2 MM.DH, en baisse de -429 M.DH ou -3,2%. Ainsi, le flux net des IDME s'est accru de 1,7 MM.DH ou +36,7% à 6,2 MM.DH.

Recettes des IDE au Maroc à fin Décembre - En MM.DH

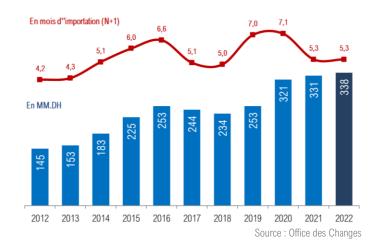


2.5. Renforcement des avoirs officiels de réserves

Compte tenu des éléments précédents, les avoirs officiels de réserves se sont renforcés de +6,8 MM.DH ou +2,1% à fin 2022 pour s'établir à 337,6 MM.DH, couvrant près de 5,3 mois d'importations de biens et services. Cette évolution s'explique notamment par :

- Les tirages au titre des financements extérieurs du Trésor qui ont porté sur un montant de plus de 31 MM.DH, dont 2,6 MM.DH au titre des emprunts et 1,5 MM.DH au titre des dons;
- Les remboursements de la dette extérieure du Trésor pour un montant de 24 MM.DH dont 14 MMDH au titre des EuroBonds émis sur le marché financier international.

Avoirs Officiels de Réserve





3. FINANCES PUBLIQUES: Trajectoire baissière du déficit budgétaire

Malgré la conjoncture internationale difficile et la faible récole céréalière, le déficit budgétaire au titre de l'année 2022 a poursuivi sa trajectoire décroissante pour atteindre un solde de -69,5 MM.DH contre -70,2 MM.DH en 2021, marquant ainsi une légère amélioration de +760 M.DH ou +1,1%.

Rapporté au PIB, le déficit budgétaire s'est établi à 5,1%, en amélioration par rapport aussi bien aux résultats de l'année 2021 (5,5%) qu'aux prévisions initiales de la loi de finances (5,5%). Cette maîtrise du déficit découle du dynamisme des recettes budgétaires qui ont largement permis de compenser la hausse des dépenses en particulier celles en lien avec les mesures prises par l'Etat pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages et certains secteurs spécifique de l'économie tels que i) le transport pour contrer l'augmentation des prix du carburant, ii) le tourisme en réponse aux restrictions sanitaires encore en vigueur au début de l'année 2022 et iii) l'agriculture face à la sécheresse.

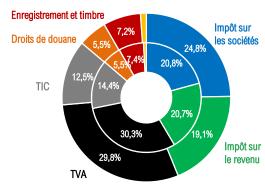


Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

3.1. Rebond des recettes fiscales

A fin décembre 2022, les recettes ordinaires, sur une base nette et hors part des recettes fiscales bénéficiant aux collectivités territoriales, ont atteint 304,4 MM.DH, affichant ainsi une progression de +48,2 MM.DH ou +18,8% avec un taux d'exécution de 118% par rapport à la LF-22. Dans cette évolution, les recettes fiscales ont progressé de +37,3 MM.DH ou +17,4% et ce, en dépit de l'effort prononcé de remboursement des crédits de TVA, affichant ainsi un taux de réalisation de 113% par rapport à la LF-22. Cette progression a été induite par le bon comportement à la fois des impôts directs et des impôts indirects.

Ainsi, les recettes des impôts directs se sont améliorées de +22,5 MM.DH ou +24,8% pour atteindre 113,3 MM.DH, suite essentiellement au renforcement des recettes tirées de l'IS (+17,8 MM.DH ou +40%), en relation notamment avec l'amélioration remarquable des recettes au titre du complément de régularisation (+6,3 MM.DH) et des acomptes (+10,5 MM.DH). De leur côté, les recettes au titre de l'IR ont progressé de +3,6 MM.DH ou +8,1%, tirées par les recettes issues de l'IR sur salaires (+2,5 MM.DH) et de l'IR sur les professionnels (+292 M.DH).



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Par ailleurs, les recettes relatives aux impôts indirects ont connu une amélioration de +10,5 MM.DH ou +11%, en liaison avec l'augmentation de +9,9 MM.DH ou +15,2% de la TVA et, dans une moindre mesure, de +645 M.DH ou +2,1% des recettes des TIC. De même, les recettes tirées des droits de douane se sont améliorées de +2 MM.DH ou +16,9%, en liaison avec la progression des importations taxables. Parallèlement, les recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre ont affiché une augmentation de +2,3 MM.DH ou +14,5%.

Pour leur part, les recettes non fiscales ont affiché une amélioration de +10,9 MM.DH ou +28,9% pour atteindre 48,7 MM.DH, soit un taux de réalisation de 135,4% par rapport à la LF-22. Cette évolution est attribuable à l'augmentation de +13,9 MM.DH ou +64,3% des autres recettes, qui se sont situées à 35,5 MM.DH, dont 25 MM.DH au titre des financements innovants. Pour leur part, les produits provenant des établissements et entreprises publics ont enregistré une augmentation de près de +2,4 MM.DH ou +22,7% pour s'établir à



13,1 MM.DH, dont 6,5 MM.DH versés par l'OCP, 4 MM.DH par l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie, 786 M.DH par Maroc télécom et 738 M.DH par Bank Al-Maghrib.

3.2. Forte hausse des dépenses ordinaires suite à l'expansion des dépenses de compensation

Les dépenses ordinaires ont enregistré une augmentation de +36,4 MM.DH ou +14,4% à fin 2022 et un taux d'exécution de 110%. Dans cette évolution, les charges au titre de la compensation ont fait ressortir une forte progression de près de +20,3 MM.DH ou +92,8% pour se situer à 42,1 MM.DH en liaison, notamment, avec le renchérissement des cours du gaz butane qui ont atteint une moyenne de 739 \$/T contre 627 \$/T en 2021 et ce, pour une charge de 22 MM.DH pour le gaz butane. Par ailleurs, un montant de 9,3 MM.DH a été servi dans le cadre de la restitution à l'importation du blé tendre tandis que les subventions accordées aux professionnels du secteur du transport ont porté sur une enveloppe de 4,4 MM.DH.

Pour ce qui est des dépenses des biens et services, elles ont augmenté de +14,7 MM.DH ou +7,2% pour se situer à 217,9 MM.DH. Cette évolution provient de la hausse des charges de personnel (+7,3 MM.DH ou +5,2%) et des dépenses au titre des autres biens et services (+7,4 MM.DH ou +11,7%). S'agissant des dépenses liées aux intérêts de la dette publique, elles ont affiché une hausse de +1,5 MM.DH ou +5,5% pour s'établir à 28,6 MM.DH, résultant des augmentations des charges au titre de la dette intérieure (+1,2 MM.DH ou +5,4%) et, dans une moindre mesure, de la dette extérieure (+275 M.DH ou +5,8%).



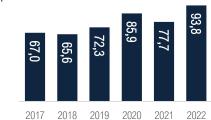
Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires en 2022 s'est traduite par un solde ordinaire positif de +15,7 MM.DH contre près de +4 MM.DH en 2021.

3.3. Poursuite de l'effort soutenu de l'investissement public

Les émissions au titre des dépenses d'investissement ont affiché un taux de réalisation de 120% par rapport aux prévisions de la LF-22 pour s'établir à 93,8 MM.DH à fin 2022 contre 77,7 MM.DH un an auparavant, soit une hausse de +16 MM.DH ou +20,6%. Cette progression soutenue s'explique, notamment, par les mesures décidées par le Gouvernement pour soutenir certaines entreprises publiques dont la situation a été affectée par la forte hausse des prix des matières premières.

Dépenses d'investissement en MM.DH



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

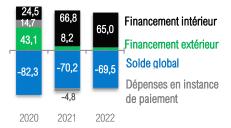
3.4. Amélioration de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor

Les opérations des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont dégagé un solde positif de +8,6 MM.DH, en amélioration de près de +5 MM.DH ou +141%. A ce titre, il convient de signaler que les ressources des CST tiennent compte d'un montant de 6,7 MM.DH correspondant au produit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéfices et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 4 MM.DH en 2021.

3.5. Recours aux financements intérieurs pour la couverture du besoin de financement du Trésor

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de -1,6 MM.DH, le besoin de financement du Trésor s'est élevé à 71,1 MM.DH, en allègement de -3,9 MM.DH ou -5,2% par rapport à fin décembre 2021. Pour le financement de ce besoin, le Trésor a eu recours principalement au marché intérieur pour un montant de 65 MM.DH et, dans une moindre mesure, au marché extérieur (6,1 MM.DH).

Besoin et sources de financement du Trésor - En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

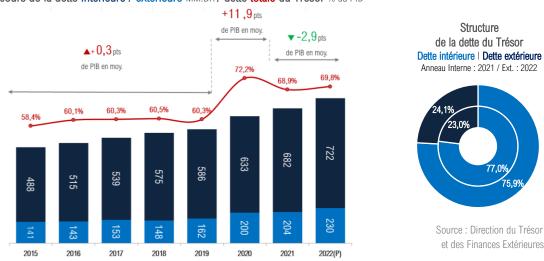


4. DETTE : Bonne maitrise du ratio d'endettement du Trésor en dépit de la hausse de l'encours

A fin 2022, l'encours de la dette totale du Trésor a atteint 951,7 MM.DH, en progression de +66,5 MM.DH ou +7,5% contre +52,6 MM.DH ou +6,3% à fin 2021. Rapporté au PIB, le ratio d'endettement du Trésor a augmenté de +0,9 pb pour atteindre 69,8% en 2022.

S'agissant de l'évolution de la structure de la dette du Trésor par source de financement, elle a connu une baisse de la part de la dette intérieure qui s'est établie à fin 2022 à 75,9% contre 77% en 2021 tandis que celle de la dette extérieure a augmenté de 1,1 point pour ressortir à 24,1%. Notons que cette structure demeure conforme aux objectifs retenus pour le portefeuille benchmark (70-80% intérieure / 20-30% extérieure).

Encours de la dette intérieure / extérieure MM.DH / dette totale du Trésor % du PIB

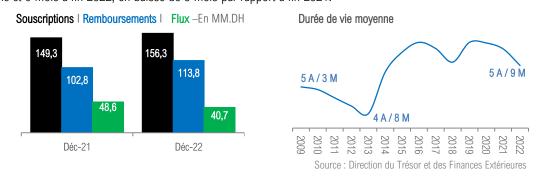


4.1. Recul des souscriptions sur le MAVT

A fin 2022, les souscriptions sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) se sont établies à 128,8 MM.DH, en baisse de -15,7 MM.DH ou -10,9% par rapport à 2021. Ce recul a concerné aussi bien les maturités à long terme (-24,1 MM.DH ou -66,2% pour revenir à 12,3 MM.DH, soit 9,6% du total contre 25,2% en 2021) que les maturités à moyen terme (-9,6 MM.DH ou -25,1%, revenant à 28,6 MM.DH, soit 22,2% du total contre 26,4%). Pour leur part, les maturités à court terme ont connu une progression de +18 MM.DH ou +25,8% pour atteindre 87,9 MM.DH (68,2% du total contre 48,4%).

Compte tenu de la hausse de +11,1 MM.DH ou +10,8% des remboursements, qui ont atteint 113,8 MM.DH, et des autres éléments de la dette intérieure, l'encours de cette dernière s'est établi à 722,2 MM.DH à fin 2022, en hausse de +40,7 MM.DH ou +6% par rapport à fin 2021 contre +48,6 MM.DH ou +7,7% un an auparavant.

Etant donné la hausse des souscriptions à court terme, la durée de vie moyenne de la dette intérieure est revenue à 5 ans et 9 mois à fin 2022, en baisse de 8 mois par rapport à fin 2021.



4.1.1. Resserrement des conditions de financement du marché des bons de Trésor tout au long de l'année 2022

Dans un contexte marqué par le durcissement des conditions de financement du Trésor, les taux appliqués sur le marché primaire des Bons du Trésor (BdT) ont, depuis le début de l'année 2022, emprunté une tendance haussière. En conséquence, les taux assortissant les BDT ont progressé de +84 pbs pour atteindre 2,2% pour les maturités de 13 semaines, de +47 pbs à 1,89% pour les 26 semaines, de +27 pbs à 1,81% pour les 52 semaines et de +23 pbs à 1,95% pour les 2 ans.



4.1.2. Poursuite des opérations de gestion active de la dette intérieure

En matière de gestion active de la dette intérieure et en vue de réajuster son profil, le Trésor n'a réalisé au cours de l'année 2022 que deux opérations d'échange de BDT sur les 8 opérations qui étaient programmées en début d'année en raison de la faiblesse de l'offre et de la hausse des niveaux de taux demandés par rapport à ceux prévalant sur le marché primaire. En effet, ces opérations ont été effectuées pendant les mois de janvier et février 2022 pour un montant total racheté de près de 8,6 MM.DH.

En termes d'impact, ces réalisations ont permis de réduire les tombées des mois concernés par les opérations de la gestion active de 1,7 MM.DH en moyenne par mois en 2022 et de 1,0 MM.DH en 2023 et de réaliser des économies de près de 44,3 M.DH en termes de charges en intérêts.

Evolution des TMP sur le MAVT -En %-





Echange	es
Remboursés	Emis
2 036,6	-
1 739,3	-
2 297,1	4 475,5
2 532,9	3 548,3
-	842,6
8 605,9	8 866,4
	2 036,6 1 739,3 2 297,1 2 532,9

Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

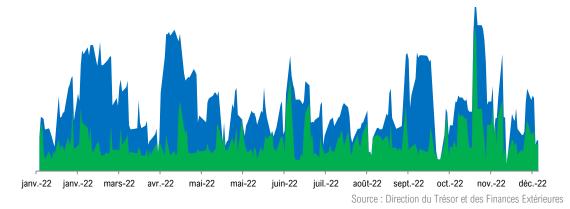
4.1.3. Gestion active de la trésorerie

Pour ce qui est de la gestion de la trésorerie, le Trésor a maintenu une présence active sur le marché monétaire en procédant quotidiennement à des opérations de placements de ses excédents de trésorerie, essentiellement sous forme de pensions livrées allant d'une journée à 7 jours ouvrables.

Ainsi, le Trésor a effectué 405 opérations de gestion active de trésorerie en 2022, dont 311 opérations de prise en pension. Le volume global placé a atteint 677,2 MM.DH contre 692,3 MM.DH en 2021 alors que l'encours moyen quotidien de ces opérations s'est établi à 6,1 MM.DH contre 7,8 MM.DH.

En termes de recettes, la gestion active de la trésorerie a permis au Trésor de générer 94,2 M.DH en 2022 contre 102.0 M.DH en 2021.

Solde du compte courant du Trésor de fin de journée –En MM.DH-Hors gestion active | Après gestion active



4.1.4. Poursuite du dynamisme du marché secondaire des BdT

Au cours de l'année 2022, le volume global des transactions fermes sur le marché secondaire des Bons du Trésor (BdT) a connu un fort dynamisme pour se situer à 828,4 MM.DH en 2022, soit une appréciation de +42,6% par rapport à l'année 2021.



S'agissant du volume des opérations de pension livrée sur ce compartiment, il a enregistré une hausse de +22,4% en comparaison avec son niveau à fin 2021, pour atteindre un total de 12.912,9 MM.DH (cessions et acquisitions) contre 10.551,6 MM.DH. Parallèlement, les taux sur le marché secondaire des BdT ont affiché une tendance haussière observée sur l'ensemble des segments de maturités. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées sur les maturités courtes, en l'occurrence, les maturités à 13 semaines (+149 pbs) et à 26 semaines (+146 pbs) et à 52 semaines (+139 pbs).

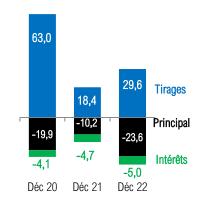
MATURITES	Taux des BdT sur le marché secondaire - en %		
	Déc. 21	Déc. 22	∆ pbs
13 semaines	1,53%	3,02%	+149
26 semaines	1,55%	3,01%	+146
52 semaines	1,61%	3,00%	+139
2 ans	1,73%	3,03%	+130
5 ans	1,99%	2,98%	99
10 ans	2,33%	3,19%	+86
15 ans	2,55%	3,41%	+86
20 ans	2,88%	3,55%	+67
30 ans	3,26%	3,29%	+3

4.2. Hausse des tirages de la dette extérieure du Trésor

La situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net positif (tirages - amortissements) de +6 MM.DH à fin 2022 contre +8,2 MM.DH en 2021. Dans cette évolution, les tirages se sont établis à 29,6 MM.DH contre 18,4 MM.DH, en hausse de +11,2 M.DH ou +60,9%, dont 11,2 MM.DH au titre de la BIRD, 5,2 MM.DH au titre de la BAD, 4,7 MM.DH au titre du KFW et 2,3 MM.DH au titre de l'AFD.

Pour leur part, les remboursements en principal ont connu une hausse de +13,4 MM.DH ou +131,4% à fin décembre 2022, pour atteindre 23,6 MM.DH. Ainsi, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est établi à 229,5 MM.DH, en hausse de +25,6 MM.DH ou +12,7% par rapport à fin décembre 2021 contre près de +4 MM.DH ou +2% un an auparavant.

Flux de la dette extérieure -En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

5. MONNAIE & CREDIT : Progression de la masse monétaire

L'agrégat M3 a enregistré une forte hausse historique de +125 MM.DH ou +8% en 2022 contre +75,7 MM.DH ou +5,1% en 2021, pour s'établir à 1 685,8 MM.DH. Cette création monétaire recouvre les éléments suivants :

- ▲ Circulation fiduciaire (CF): Accélération de son rythme de progression à +34,7 MM.DH ou +10,8% contre +19,5 MM.DH ou +6,5% un an auparavant, tout en demeurant en deçà de son évolution en 2020 (+50,4 MM.DH ou +20,1%). Cet engouement pour la fiduciaire s'expliquerait notamment par la hausse des dépenses des agents économiques dans ce contexte inflationniste au vu de la prédominance du cash dans les paiements conjuguée aux habitudes intrinsèques pour la détention de la monnaie;
- Monnaie scripturale: Forte progression de +75,3 MM.DH ou +9,8% contre +48 MM.DH ou +6,7%, recouvrant une accélération du rythme de croissance des dépôts à vue auprès des banques à +62,2 MM.DH ou +8,9% contre +49,4 MM.DH ou +7,6% un an auparavant et un rebond des dépôts à vue auprès du Trésor de +12,6 MM.DH ou +19,3% contre −1,4 MM.DH ou −2,1%;
- ▲ Comptes d'épargne auprès des banques : Hausse de +5,0 MM.DH ou +2,9% contre +4,8 MM.DH ou +2,8% et ce, en dépit de leur faible taux de rémunération. Ceci traduit le maintien de l'attractivité de ces placements vis-à-vis des ménages au vu des avantages qu'ils présentent en termes de sécurité et de liquidité ;
- ▲ Autres actifs monétaires: Accroissement de +9,9 MM.DH ou +3,3% contre +3,4 MM.DH ou +1,2% recouvrant, d'une part, une accélération des titres OPCVM monétaires (+11,4 MM.DH ou +15,9% contre +8 MM.DH ou +12,5%) ainsi que des dépôts en devises (+5,8 MM.DH ou +13,8% contre +2,1 MM.DH ou +5,4%) et, de l'autre, un recul des comptes à terme et bons de caisse auprès des banques (-6,8 MM.DH ou -5% contre +859 M.DH ou +0,6%).

La création monétaire constatée au terme de l'année 2022 est imputable aux évolutions ci-dessous :

▲ Créances sur l'économie: +83,7 MM.DH ou +7,1% contre +43,6 MM.DH ou +3,8%;



- ▲ Créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale : +60,5 MM.DH ou +22,2% contre +34,1 MM.DH ou +14,3%. Cette évolution recouvre, d'un côté, une hausse du portefeuille des bons du Trésor détenus par les banques et les OPCVM monétaires (+40,0 MM.DH ou +17,9% contre +27,5 MM.DH ou +14,0% un an auparavant) et, de l'autre, un accroissement des créances de BAM sur l'Etat (+22 MM.DH ou +643% contre +820 M.DH ou +19,4%), en lien avec l'utilisation par le Trésor en novembre de la LPL pour un montant de 1,5 milliard de DTS, soit 21 MM.DH ;
- ▲ Créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents : +1,4 MM.DH ou +0,5% contre +359 M.DH ou +0,1%. Pour leur part, les avoirs officiels de réserves (AOR) ont affiché un ralentissement à +6,8 MM.DH ou +2,1% contre +10,3 MM.DH ou +3,2% pour s'établir à 337,6 MM.DH.

Accélération du crédit bancaire au secteur non financier...

La progression des créances sur l'économie constatée au cours de l'année recouvre, d'une part, une nette accélération du crédit bancaire (+74 MM.DH ou +7,5% contre +24,8 MM.DH ou +2,6% un an auparavant) et, de l'autre, une décélération du rythme de croissance des titres (+6,8 MM.DH ou +4,7% contre +17,3 MM.DH ou +13,6%), particulièrement, ceux détenus par les banques. Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement de ceux accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui ont progressé de +3,7 MM.DH ou +2,6% contre +3,8 MM.DH ou +2,7%, l'additionnel du crédit bancaire a plus que triplé pour s'établir à +71,4 MM.DH ou +8,5% contre +21,0 MM.DH ou +2,6%.

Par secteur institutionnel:

- ▲ Secteur privé: +55,2 MM.DH ou +7,2% contre +30,6 MM.DH ou +4,1%, reflétant, d'une part, une sensible accélération des crédits aux sociétés non financières (SNF) privées de +44,3 MM.DH ou +10,9% contre +15,8 MM.DH ou +4,1% et, de l'autre, un ralentissement de la progression des concours destinés aux ménages à +12,7 MM.DH ou +3,5% contre +14,5 MM.DH ou +4,1%;
- ▲ SNF publiques: +10,1 MM.DH ou +22,6% contre -7,8 MM.DH ou -14,9%.
- ▲ Autres sociétés financières : +8,1 MM.DH ou +5,6% contre +983 MM.DH ou +0,7%.

Par objet économique :

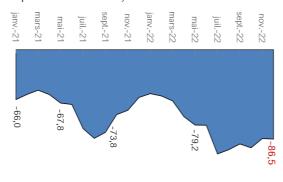
- ▲ Facilités de trésorerie: +38,4 MM.DH ou +17% contre +19,6 MM.DH ou +9,5%, traduisant principalement une accélération des concours consentis aux SNF privées (+27,7 MM.DH ou +14,6% contre +15,2 MM.DH ou +8,7%), en lien avec le relèvement en mars 2022 du plafond de garantie des produits de l'offre classique de Tamwilcom. Pour leur part, les facilités destinées aux SNF publiques ont affiché une hausse de +8 MM.DH ou +134,3% contre +196 M.DH ou +3,4% alors que celles octroyées aux ménages se sont quasiment stabilisées (+2,4 MM.DH ou +10,3% contre +2,1 MM.DH ou +9,8%) ;
- ▲ Crédits à l'équipement : +10,2 MM.DH ou +6% contre -10,7 MM.DH ou -6,0%, recouvrant une accélération des crédits octroyés aux SNF privées (+8,2 MM.DH ou +8,2% contre +756 M.DH ou +0,8%) et une reprise de ceux accordés aux SNF publiques (+4,9 MM.DH ou +16,1% contre -13,4 MM.DH ou -30,6%);
- ▲ Crédits immobiliers: +7 MM.DH ou +2,4% contre +7,4 MM.DH ou +2,6% un an auparavant, recouvrant notamment (i) un ralentissement des concours alloués à l'habitat à +6,3 MM.DH ou +2,7% contre +10,4 MM.DH ou +4,7% (dont +3 MM.DH ou +18,9% au titre du financement participatif contre +4,6 MM.DH ou +40,6%) et (ii) une atténuation du recul des crédits destinés à la promotion immobilière à -1,1 MM.DH ou -2,0% contre -4,1 MM.DH ou -6,8%;
- ▲ Crédits à la consommation: +2,2 MM.DH ou +4% contre +1,4 MM.DH ou +2,5%;
- ▲ Créances en souffrance (CES): +4,2 MM.DH ou +4,9% contre +4,6 MM.DH ou +5,7% un an auparavant, pour se chiffrer à 89 MM.DH. En conséquence, le taux de défaut est passé à 8,4% contre 8,6% en 2021. Cette évolution recouvre une hausse des CES des SNF privées (+4,5 MM.DH ou +9,3% contre +3,1 MM.DH ou +6,9%) et un net ralentissement de celles des ménages (+184 M.DH ou +0,5% contre +1,8 MM.DH ou +5,3%).



Accentuation du besoin de trésoreries bancaires ...

Après un allègement au cours du mois de novembre de Liquidité bancaire - Moyenne fins de semaines en MM.DH-4,9 MM.DH, le déficit de liquidité s'est de nouveau creusé décembre de 0,4 MM.DH pour 86,5 MM.DH en moyenne hebdomadaire, en notamment avec la hausse de la circulation fiduciaire.

Dans ce contexte et afin de maintenir l'évolution du TMP interbancaire, l'objectif opérationnel de BAM, à des niveaux proches du taux directeur, BAM a augmenté le volume de ses interventions sur le marché monétaire de +1,5 MM.DH pour s'établir à 101,9 MM.DH au cours du mois de décembre.



Source: Bank Al-Maghrib

Ce montant, qui a largement couvert les besoins de trésorerie bancaire, a été servi à hauteur de :

- 54,0% par les avances à 7 jours sur appel d'offres : 55 MM.DH en moyenne du mois de décembre contre 44,8 MM.DH le mois précédent;
- 24,5% par les prêts garantis au titre du programme de soutien au financement de la TPME : 24,9 MM.DH en moyenne contre 26,6 MM.DH;
- 21,5% par les opérations de pension livrée : 21,9 MM.DH contre 28,9 MM.DH.

Evolution contrastée des taux d'intérêts ...

- TMP interbancaire au jour le jour : évolution du TMP interbancaire à des niveaux proches du taux directeur pour s'établir à 2,20% en moyenne de l'année 2022.
- ▲ Taux créditeurs: Hausse des TMP des dépôts à 6 mois et à 12 mois de 5 pbs et 14 pbs par rapport à décembre 2021 pour s'établir à 2,24% et 2,67% respectivement ;
- Taux débiteurs : Baisse du taux moyen global de 20 pbs au T3-22 par rapport au T4-21 pour s'établir à 4.24%:
- Par objet économique, cette évolution traduit des replis des taux assortissant toutes les catégories de crédit à savoir : les prêts à l'équipement (-42 pbs à 4,14%), les facilités de trésorerie (-14 pbs à 3,97%), les crédits immobiliers (-13 pbs à 4,69%) et les crédits à la consommation (-8 pbs à 6,39%) ;
- Par secteur institutionnel, le taux assortissant les crédits alloués aux SNF privées a reculé de 18 pbs pour s'établir à 4,12%, reflétant une baisse de -14 pbs pour les grandes entreprises (GA) à 3,87% et une hausse de +6 pbs pour les TPME à 4,94%. Pour sa part, le taux appliqué aux crédits aux particuliers a augmenté de +17 pbs à 5,33%.

BOURSE: Résultats négatifs des indices boursiers marocains à fin 2022...

Après avoir consolidé en début d'année la bonne performance affichée en 2021, les principaux indices boursiers ont dès le mois de février emprunté, à l'instar des places financières internationales, une trajectoire baissière dans un contexte international morose. Cette tendance a été favorisée par plusieurs facteurs concomitants, à savoir le déclenchement de la crise russo-ukrainienne et la diffusion du choc inflationniste international, l'augmentation de l'incertitude, la dégradation des perspectives économiques et le relèvement du taux directeur de Bank-Al Maghrib. Ainsi, l'activité boursière a affiché une contre-performance annuelle de -19,7% et -21% respectivement pour le MASI et le MSI 20, indice regroupant les 20 valeurs les plus liquides.



Evolution du MASI et du MSI20



Source : Bourse des valeurs de Casablanca

Pour sa part, le volume global des transactions s'est contracté de -17,1 MM.DH ou -22,8% en 2022 par rapport à l'année précédente, pour se limiter à 57,7 MM.DH. Ce recul reflète une baisse des transactions effectuées aussi bien sur le marché central (-8,4 MM.DH ou -20,6%) que sur le marché de bloc (-2,6 MM.DH ou -11%) ainsi que des opérations d'apports de titres (-6,7 MM.DH ou -99,1%).

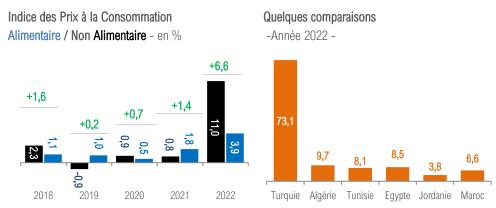
Parallèlement, la capitalisation boursière s'est repliée de -133,1 MM.DH ou -19,3 % à fin 2022, pour revenir à 557,6 MM.DH. Cette baisse a été observée au niveau de la globalité des secteurs, particulièrement les « télécommunications » (-31,9%), « l'industrie » (-16,8%) et les « Banques » (-16,7%).

7. HAUSSE INEDITE DES PRIX

10.1. Accentuation de l'accélération du taux d'inflation

Les pressions sur les prix, qui sont apparues vers la fin de l'année 2021, se sont accélérées en 2022 au Maroc en liaison avec les tensions géopolitiques observées depuis la fin du mois de février suite au déclenchement du conflit russo-ukrainien et l'aggravation des perturbations des chaines d'approvisionnement. En outre, ces pressions ont été exacerbées par l'effet sur l'offre de certains produits alimentaires en liaison avec les conditions climatiques défavorables au niveau national et les répercussions du stress hydrique.

Dans ces conditions, le taux d'inflation a affiché une forte augmentation pour s'établir en moyenne à +6,6% en 2022, son plus haut niveau depuis 1991, contre +1,4% en 2021 et ce, compte tenu de la diffusion de l'inflation importée aux coûts de production et aux prix intérieurs. L'accélération du taux d'inflation a résulté des hausses des prix des produits alimentaires de +11% au lieu de +0,8% un an auparavant et, dans une moindre mesure, des prix des produits non alimentaires de +3,9% après +1,8% un an auparavant. En dépit de cette orientation, le taux d'inflation enregistré au Maroc en 2022 se compare favorablement au niveau régional avec un taux de +8,1% en Tunisie, +8,5% en Egypte et +9,7% en Algérie.



Source : FMI

L'évolution des prix des produits alimentaires provient à hauteur de :

• 25,5% de la hausse de +26,3% des prix de la branche « Huiles et graisses », qui représente 10,9% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont,



notamment, « les huiles » (+27.8% avec une contribution de 22,5%) et « les huiles et graisses » (+19.1% avec une contribution de 3,2%);

- 23,9% de l'augmentation de +14,4% des prix de la branche « Pain et céréales », qui représente 18,1% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les produits à base de céréale » (+13,4% avec une contribution de 20%) et « les céréales non transformés » (+27,2% avec une contribution de 3,91%) ;
- 14% de la progression de +7,8% des prix de la branche « Viande », qui représente 19,1% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les volailles et lapin » (+12,9% avec une contribution de 8,7%) et « les viandes fraiches » (+4,8% avec une contribution de 5,1%).

S'agissant des prix des produits non alimentaires, leur hausse provient à hauteur de :

- 52,2% de l'accélération de +12,2% des prix de la branche « Transport », qui représente 16,5% de l'indice des prix des produits non alimentaires, en liaison avec l'envolée des prix du pétrole. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, les dépenses de carburants et lubrifiants (+42,4% avec une contribution de 48%);
- 10,9% de l'augmentation de +3,5% des prix de la branche « Biens et services divers », qui représente 11,7% de l'indice des prix des produits non alimentaires.

De son côté, l'inflation sous-jacente a connu une hausse, passant en moyenne de +1,7% en 2021, en GA, à +5,8% en 2022, traduisant une inflation importée liée à la flambée des prix des matières premières au niveau mondial.

Par villes, les hausses les plus importantes de l'IPC en 2022 ont été enregistrées à Al-Hoceima avec +8,4%, à Beni-Mellal et kénitra avec +8,0%, à Marrakech avec +7,3%, à Safi avec +7,0%, à Oujda avec +6,9%, à Tétouan et Meknès avec +6,8% et à Tanger avec +6,7%.

PRINCIPALES MESURES POUR JUGULER L'INFLATION

Depuis le déclenchement du conflit Russie-Ukraine en février 2022, le Maroc a pris une série de mesures tant budgétaires que monétaires pour faire face à la hausse générale des prix, dont, notamment :

• Le soutien du pouvoir d'achat des marocains à travers :

- La confirmation du prix du pain ordinaire à base de farine de blé tendre à 1,20 DH l'unité et la suspension des droits douaniers sur les importations du blé tendre et dur et les légumineuses.
- Le prolongement de la subvention à l'importation de blé tendre, mise en place depuis novembre 2021, jusqu'à fin avril 2023 contre fin décembre 2022 annoncé précédemment et ;
- La suspension les droits de douane sur l'importation des graines oléagineuses de tournesol, soja et colza à partir du 3 juin 2022, limitant ainsi la hausse des prix de vente des huiles de table.

• L'accompagnement des certains secteurs tels que le transport routier, l'ONEE et de la construction via :

- L'accord à partir de la première semaine d'avril 2022 d'une aide mensuelle, d'un montant de 1 000 à 6 200 DH selon le type de véhicule en faveur d'environ 180 000 véhicules ;
- Le lancement à partir du 09 mai, de l'opération d'inscription pour l'obtention d'une aide exceptionnelle supplémentaire destinée aux professionnels du transport routier ;
- Transfert d'un montant de 5 MM.DH effectué au profit de l'ONEE en vue de faire face au renchérissement des coûts de production de l'électricité et maintenir inchangée la tarification nationale,
- L'allègement des contraintes en faveur des entreprises opérant dans le domaine de la construction et des marchés publics (Annulation des pénalités de retard, possibilité d'annulation de certains marchés publics, etc.).

L'amélioration des revenus des salariées et des retraités dans le cadre du dialogue sociale par :

- Le relèvement du salaire minimum dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services de 10% sur deux ans, l'unification progressive du salaire minimum légal entre les secteurs de l'industrie, du commerce, des professions libérales et du secteur agricole, le relèvement du salaire minimum dans le secteur public à 3.500 DH nets et l'augmentation de la valeur de l'indemnisation familiale pour les 4ème, 5ème et 6ème enfants dans les secteurs public et privé et;
- La réduction de la condition de bénéficier de la pension de vieillissement de 3 240 jours d'affiliation à 1 320 jours et la permission aux assurés ayant atteint l'âge légale de la retraite disposant de moins de 1 320 jours d'affiliation de récupérer leurs cotisations de l'employeur.
- Le renforcement des mécanismes du financement des PME et l'encouragement de l'entreprenariat à travers :



- L'augmentation des plafonds de garantie des produits « Damane Atassyir » et « Damane Istitmar » qui passent ainsi respectivement de 10 M.DH à 15 M.DH et de 20 M.DH à 30 M.DH. et ;
- Le lancement du programme « Forssa » d'un budget de 1,25 MM.DH pour l'année 2022 dans le but d'accompagner 10 mille porteurs de projets.
- L'adoption d'une politique monétaire restrictive à travers la décision de BAM d'augmenter son taux directeur à deux reprises:
 - En septembre 2022, pour la première fois depuis 2008, de 50 pbs pour atteindre 2% et ;
 - En décembre 2022 de 50 pbs pour atteindre 2,5%.

10.2. Forte hausse de l'Indice des Prix à la Production Manufacturière hors raffinage de pétrole

Durant l'année 2022, l'indice des prix à la production manufacturière hors raffinage de pétrole a affiché une forte hausse de +12,7% contre -4,3% en 2021. Ainsi, et à l'exception de l'industrie pharmaceutique qui s'est inscrit en baisse de -0,7%, toutes les autres branches constituant cet indice ont connu une accélération dont, notamment, l'industrie chimique (+37,4% contre -12,1%), les industries de la métallurgie (+17,9% contre +16,5%), les industries alimentaires (+13,5% contre -1,4%), la fabrication de textiles (+6,9% contre 3,6%) et la fabrication d'équipements électriques (+6,7% contre – 5,6%).

10.3. Dépréciation de l'Indice des Prix des Actifs Immobiliers

L'Indice des Prix des Actifs Immobiliers (IPAI) s'est inscrit en baisse de -0,7% en 2022 après -3,2% en 2021. Cette évolution de l'IPAI recouvre des replis des prix des actifs résidentiels (-1,3% après -4% en 2021) et des biens à usage professionnel (-1,7% contre -4,3%). En revanche, les prix des terrains ont affiché une hausse de +0,7% contre -1,7% en 2021.

Quant au nombre des transactions, il a connu une diminution de -15,4% en 2022 après un rebond de +32,8% en 2021. Cette baisse a concerné l'ensemble des catégories de biens, en l'occurrence les actifs résidentiels (-15,4% contre +26,1%), les terrains (-18% contre +50,1%) et les biens à usage professionnel (-9,8 contre +45,9%).

Prix et transactions immobilières -Var 2022/ 2021-

	IPAI	Transactions
Global	-0, 7%	-15,4%
Casablanca	-1,6%	-18,4%
Rabat	-0,3%	-24,8%
Marrakech	+0,5%	-17,3%
Tanger	-1,4%	+2,3%

Source: Bank Al. Maghreb

8. ACTIVITE ET EMPLOI: Amélioration du chômage et création de 136 mille postes d'emplois rémunérés

En 2022, la population active âgée de 15 ans et plus a diminué de -0,7% au niveau national pour revenir à 12.191 mille personnes. Ainsi, et compte tenu d'un accroissement de la population en âge d'activité de +1,4%, le taux d'activité a reculé de -1 point pour s'établir à 44,3%. Cette situation est le résultat d'une baisse plus prononcée en milieu rural de -1,8 point à 49,1% alors qu'en milieu urbain ce taux s'est replié de -0,4 point à 41,9%.

En matière d'emploi, l'économie nationale a perdu 24 mille Création nette d'emplois En milliers - Glissement annuel postes en 2022 après une création de 230 mille postes en 2021 et une perte de 432 mille en 2020, portant ainsi le volume global à 10.749 personnes. Cette évolution est attribuée à la destruction de 174 mille postes en milieu rural compte tenu de la sécheresse, et la création de 150 mille en milieu urbain.

-24 4 2016 2017 2018 2019 2020

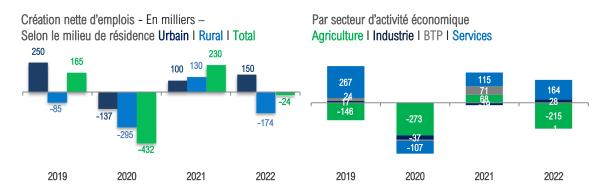
Par type d'emploi, 136 mille postes d'emplois rémunérés ont été créés, recouvrant une création de 161 mille postes dans les villes et une perte de 25 mille dans les campagnes. L'emploi non rémunéré a, de son côté, reculé de 160 mille postes, résultat d'une perte de 150 mille postes en zones rurales et de 10 mille en zones urbaines.

Au niveau sectoriel, les « services » ont créé 164 mille postes d'emploi au niveau national, ce qui correspond à une hausse de 3% de leur volume d'emploi. Ces créations concernent principalement la branche d'hébergement et restauration (+46 mille postes), du commerce (+36 mille), des activités de services administratifs et de soutien (+34 mille) et du transports et entreposage (+25 mille).

De son côté, les secteurs de « l'industrie y compris l'artisanat » ont créé 28 mille postes, provenant essentiellement des activités artisanales (+26 mille).



En revanche, le secteur de « l'agriculture, forêt et pêche » a perdu 215 mille postes d'emplois, soit une baisse de 6,3% de son volume d'emploi. De même, le secteur des BTP a connu la destruction de mille postes d'emploi.



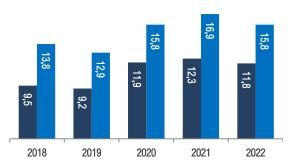
Source: Haut-commissariat au Plan

Pour ce qui est de la population active en chômage, elle a enregistré un repli de 66 mille personnes ou -4,4% pour s'établir à 1.442 mille chômeurs, recouvrant une baisse de 70 mille en milieu urbain et une hausse de 4 mille en milieu rural. Le taux de chômage a ainsi reculé de -0,5 point pour revenir à 11,8% mais demeure supérieur de 2,6 points par rapport à son niveau d'avant crise.

Selon le milieu de résidence, ce taux a baissé de -1,1 point en zones urbaines pour revenir à 15,8% sous l'effet du repli du chômage essentiellement parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (-1,1 point à 46,7%), ceux âgés de 25 à 34 ans (-1,1 point à 24,8%) et les diplômés (-1,3 point à 20,4%).

En revanche, le taux de chômage a augmenté en zones rurales de +0,2 point à 5,2% en liaison avec la hausse du chômage notamment parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+0,6 point à 15,5%), ceux âgés de 25 à 34 ans (+0,6 point à 7,5%) et les diplômés (+0,2 point à 12,2%).

Taux de chômage : National I Urbain - En % -



Source : Haut-commissariat au Plan

De son côté, la population active occupée sous employée a diminué de -3,1% pour s'établir à 972 mille personnes, ramenant ainsi le taux de sous-emploi de 9,3% en 2021 à 9% en 2022. Ce taux a reculé de -0,7 point dans les villes à 8,1% alors qu'il a augmenté de +0,4 point dans les campagnes à 10,4%.

ANNEXES STATISTIQUES



An 1: PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

SECTEUR REEL	2020	2020 2021 2022			1/20	2022/21		
PECHE								
Produits de la pêche côtière (Tonnes)	1 296 528	1 332 773	1 511 267	36 245	2,8%	178 494	13,4%	
Produits de la pêche côtière (M.DH)	6 721 375	9 110 681	9 705 171	2 389 306	35,5%	594 490	6,5%	
MINES (en 1000 tonnes)								
Phosphates	37 441	38 122	30 464	681	1,8%	-7 658	-20,1%	
Dérivés de Phosphate	18 489	18 166	16 940	-322	-1,7%	-1 226	-6,8%	
ENERGIE (GWH)								
Consommation d'électricité	30 285	31 957	33 438	1 672	5,5%	1 481	4,6%	
Energie totale appelée	38 372	40 512	42 317	2 140	5,6%	1 806	4,5%	
INDUSTRIE								
Taux d'utilisation des capacités de production	64,8%	72,3%	72,3%	7,5	pts	0,0	pt	
B.T.P							·	
Ventes de ciment (1000 T)	12 174,5	13 974,9	12 486,7	1 800,4	14,8	-1 488,2	-10,6	
TOURISME (en millier)		,	,	, i	•		,	
Total des arrivées	2 778	3 722	10 869	944	34,0%	7 147	192,0%	
Nuitées touristiques	6 975	9 194	19 010	2 219	31,8%	9 816	106,8%	
MONNAIE ET CREDIT (M.DH)					, , , , , , ,		,	
Monnaie fiduciaire	300 626	320 112	354 819	19 486	6,5%	34 707	10,8%	
Monnaie scripturale	718 757	766 722	842 036	47 965	6,7%	75 314	9,8%	
Placements à vue	169 372	174 155	179 209	4 783	2,8%	5 054	2,9%	
Autres actifs monétaires	296 363	299 781	309 700	3 418	1,2%	9 919	3,3%	
Masse monétaire M3	1 485 118	1 560 770	1 685 764	75 652	5,1%	124 994	8,0%	
Réserves internationales nettes	316 519	316 878	318 317	359	0,1%	1 439	0,5%	
Créances sur l'économie	1 132 720	1 176 307	1 259 989	43 587	3,8%	83 682	7,1%	
dont Crédits bancaires à l'économie	960 054	984 899	1 058 927	24 845	2,6%	74 028	7,5%	
FINANCES PUBLIQUES (M.DH)					_,-,-,-		1,0,0	
Recettes ordinaires	229 093	256 180	304 362	27 087	11,8%	48 182	18,8%	
Recettes fiscales	198 793	214 565	251 896	15 772	7,9%	37 331	17,4%	
Impôt sur les sociétés	48 778	44 592	62 434	-4 186	-8,6%	17 842	40,0%	
Impôt sur le revenu	40 165	44 430	48 024	4 265	10,6%	3 594	8,1%	
Taxe sur la valeur ajoutée	83 405	96 062	106 595	12 657	15,2%	10 533	11,0%	
Taxes intérieures à la consommation	34 318	42 749	54 750	8 431	24,6%	12 001	28,1%	
Droits de douane	9 488	11 885	13 895	2 397	25,3%	2 010	16,9%	
Enregistrement et timbre	13 250	15 829	18 121	2 579	19,5%	2 292	14,5%	
Dépenses ordinaires	231 962	252 200	288 631	20 238	8,7%	36 430	14,5% 14,4%	
Personnel	133 530	140 456	147 755	6 926	5,2%	7 299	5,2%	
Autres biens et services	57 641	62 798	70 161	5 157	8,9%	7 363	11,7%	
Intérêts de la dette	27 259	27 106	28 600	-153	-0,6%	1 494	5,5%	
Compensation	13 532	21 840	42 115	8 308	61,4%	20 275	92,8%	
Solde ordinaire	-2 869	3 979	15 731	6 848	-238 ,7%	11 752	295,3%	
Dépenses d'équipement	85 885	77 771	93 809	-8 114	-236,7 76 -9,4%	16 038	295,5%	
Solde global	-82 342	-70 212	-69 452	12 130	-9,470 -14,7%	761	-1,1%	
DETTE DU TRESOR (MM.DH)	2020	2021	2022	+	1/ 20)22/ 21	
Dette totale du Trésor								
	832,6	885,2	951,7 220.5	52,6	6,3%	832,6 100.7	885,2	
Dette extérieure	199,7	203,7	229,5	4,0	2,0%	199,7	203,7	
Dette intérieure	632,9	681,5	722,2	48,6	7,7%	632,9	681,5	
ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)	400,000	F00 F74	707.004		1/20		022/21	
Importations	422 860	528 571	737 684	105 711	25,0%	209 113	39,6%	
Facture énergétique	49 878	75 792	153 520	25 914	52,0%	77 728	102,6%	
Blé	13 505	14 294	25 898	789	5,8%	11 604	81,2%	
Hors énergie	372 982	452 779	584 164	79 797	21,4%	131 385	29,0%	
Exportations	263 087	329 405	426 101	66 317	25,2%	96 696	29,4%	
Phosphates et dérivés	50 869	81 171	115 485	30 302	59,6%	34 314	42,3%	
Hors Phosphates et dérivés	212 218	248 234	310 616	36 016	17,0%	62 382	25,1%	
Textile et cuir	29 921	36 424	43 960	6 503	21,7%	7 536	20,7%	
Composants automobiles	72 283	83 681	111 289	11 398	15,8%	27 608	33,0%	
Aéronautique	15 435	15 830	21 272	395	2,6%	5 442	34,4%	
Déficit commercial	-159 773	-199 166	-311 583	-39 394	24,7%	-112 417	56,4%	
Taux de couverture	62,2	62,3	57,8		,1	F0 004	-4,6	
Recettes Voyages	36 458	34 311	91 292	-2 147	-5,9%	56 981	166,1%	
Recettes M.R.E	68 185	93 673	109 155	25 488	37,4%	15 482	16,5%	
Recettes IDE	27 525	31 910	38 443	4 385	15,9%	6 533	20,5%	

An 1: PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (suite) - Source: HCP-

EMPLOI ET CHÔMAGE	2020	2021	2022
Création d'emploi	-432	230	-24
Taux de chômage	11,9	12,3	11,8
Milieu urbain	15,8	16,9	15,8
Chômage des jeunes (25-34 ans)	23,9	25,9	24,8
Chômage des diplômés	19,9	21,7	20,4
PRIX	2020	2021	2022
Inflation	0,7%	1,4%	6,6%
dont Produits alimentaires	0,9%	0,8%	11,0%
Produits non alimentaires	0,5%	1,8%	3,9%

PRODUIT INTERIEUR BRUT -en %								
Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Etats-Unis	3,1	1,7	2,2	2,9	2,3	-3,4	5,7	2,1
Japon	1,6	8,0	1,7	0,7	-0,4	-4,3	2,1	1,1
Zone Euro	2,0	1,8	2,4	1,9	1,3	-6,3	5,4	3,5
France	1,1	1,0	2,4	1,8	1,9	-7,9	6,8	2,6
Allemagne	1,5	2,2	2,7	1,0	1,1	-3,7	2,6	1,8
Italie	0,8	1,3	1,7	0,9	0,5	-9,0	7,0	3,7
Espagne	3,8	3,0	3,0	2,3	2,1	-10,8	5,5	5,5
Emergents et en développement	4,3	4,4	4,8	4,6	3,6	-1,8	6,9	4,0
Down	Par rappo	rt au trimestr	e précédent -	-en %-	Par rapport a	au même trime	stre de l'anné	e n-1 -%-
Pays	T4-21	T1-22	T3-22	T4-22	T4-21 T1-22		T3-22	T4-22
Etats-Unis	7,0	-1,6	3,2	2,6	5,7	3,7	1,9	0,9
Zone Euro	4,8	5,5	2,4	1,8	4,8	5,5	2,4	1,8
France	5,1	4,8	1,0	0,5	5,1	4,8	1,0	0,5
Allemagne	1,2	3,5	1,4	0,9	1,2	3,5	1,4	0,9
Italie	6,9	6,5	2,5	1,4	6,9	6,5	2,5	1,4
Espagne	6,6	6,9	4,8	2,7	6,6	6,9	4,8	2,7
Door	TAUX D'IN	FLATION -ei	n %, Glissem	ent annuel-	TAUX DE CH	IOMAGE -en 9	%	
Pays	Déc 20	Déc 21	Nov 22	Déc 22	Déc 20	Déc 21	Nov 22	Déc 22
Etats-Unis	1,4	8,1	2,6	6,4	6,7	3,9	3,6	3,5
Zone Euro	-0,3	5,0	10,1	9,2	8,2	7,0	6,7	6,7
France	0,0	3,4	7,1	6,7	7,8	7,4	7,1	7,2
Allemagne	-0,7	5,7	11,3	9,6	4,0	3,2	3,0	3,0
Espagne	-0,6	6,6	6,7	5,6	16,3	13,3	13,0	13,0
MATIERES PREMIERES	Dec 20	Déc 21	Nov 22	Déc 22	Déc 22	/Nov 22	Déc 22	
Pétrole (/bl)	50	74	91	81	-11	,3%	9,0)%
Gasoil NWE (\$/t)	417	646	1007	917	-9,	0%	41,	8%
Butane (\$/t)	519	719	627	575	-8,	3%	-20	,1%
Blé tendre Fr (\$/t)	264	328	342	333	-2,	6%	1,4	1%
Blé tendre US (\$/t)	269	377	423	386	-8,	6%	2,5	
Sucre brut Ny (\$/t)	349	433	458	472	3,	1%	9,0)%
Plomb (\$/t)	1948	2302	2100	2216		5%	-3,	
INDICES BOURSIERS	Déc 20	Déc 21	Nov 22	Déc 22	Déc 22	/Nov 22	Déc 22	/Déc 21
NASDAQ	12619	15474	10974	10839	+	2%	-30	
S&P 498	3695	4675	3917	3912	-0,1%		-16	
CAC38	5547	6999	6557	6600		7%		7%
MSCI Emerging Market	1256	1223	922	964		6%	-21	
TAUX DE CHANGE	Déc 20	Déc21	Nov 22	Déc 22		/Nov 22	Déc 22	
Euro/Dollar	1,217	1,130	1,019	1,058		9%		4%
Euro/Dirham	10,910	10,460	11,001	11,132		2%	6,4	
Dollar/Dirham	8,968	9,254	10,799	10,518		6%	13,	

An 3: PIB AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE en % - Source : HCP -

		20	20			20	21			2022			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
Agriculture	-5,4%	-7,0%	-9,8%	-10,2%	19,4%	17,5%	16,6%	17,8%	-14,3%	-15,5%	-15,1%	-15,1%	
Pêche	8,2%	-0,4%	40,4%	-3,1%	4,5%	36,9%	-20,1%	53,4%	-7,3%	-23,4%	-33,2%	-12,3%	
Industrie d'extraction	-0,4%	4,3%	2,0%	4,7%	3,0%	-0,6%	2,8%	-1,5%	-4,8%	-7,8%	-10,4%	-16,0%	
Industrie de transformation	0,8%	-21,7%	-4,4%	-4,1%	-0,8%	20,2%	2,5%	5,1%	-2,4%	2,3%	2,8%	0,4%	
Distribution d'électricité, de gaz- et d'eau	-1,2%	-9,3%	3,3%	2,3%	1,4%	14,6%	3,8%	7,0%	3,7%	2,0%	-0,1%	-4,5%	
Construction	2,8%	-12,2%	-9,5%	2,8%	5,7%	16,9%	14,2%	6,8%	1,8%	1,7%	-2,5%	-4,6%	
Commerce de gros et de détail	1,4%	-16,8%	-6,4%	-4,7%	0,5%	17,6%	7,6%	7,3%	5,0%	4,0%	1,4%	1,1%	
Transports et entreposage	-6,5%	-48,8%	-33,4%	-22,9%	-15,5%	42,6%	33,8%	16,1%	5,7%	10,8%	5,5%	7,1%	
Activités d'hébergement et de restauration	-28,8%	-72,9%	-57,1%	-58,5%	-27,9%	86,4%	72,5%	52,5%	25,3%	50,3%	50,1%	55,4%	
Information et communication	7,2%	4,3%	2,9%	6,2%	-2,5%	-0,5%	0,4%	-0,5%	1,3%	1,3%	1,4%	-3,6%	
Activités financières et d'assurances	0,4%	0,4%	0,5%	1,2%	2,7%	4,2%	5,5%	5,9%	2,1%	4,2%	6,5%	5,5%	
Activités immobilières	-0,8%	-1,1%	-0,9%	-0,5%	2,5%	3,0%	3,2%	3,1%	1,9%	1,5%	1,0%	1,6%	
Administration publique et défense	5,8%	5,4%	5,1%	4,8%	4,5%	4,3%	4,0%	3,7%	4,8%	5,6%	4,5%	3,0%	
Education, santé humaine	0,8%	0,6%	0,8%	1,2%	2,3%	2,8%	3,2%	3,5%	4,0%	4,3%	3,1%	3,1%	
impôts net subventions	0,4%	-18,5%	-8,9%	-6,5%	2,4%	17,8%	10,7%	5,8%	-0,2%	5,3%	3,7%	2,9%	
PIB en volume	-0,8%	-15,2%	-7,3%	-5,2%	2,0%	14,2%	8,7%	7,6%	0,3%	2,0%	1,6%	0,5%	
PIB en valeur	-0,7%	-16,0%	-8,0%	-3,3%	3,7%	16,5%	13,8%	12,5%	4,3%	6,9%	7,6%	5,8%	
PIB hors agriculture	-0,3%	-16,2%	-7,0%	-4,6%	0,1%	13,8%	7,8%	6,5%	2,2%	4,3%	3,6%	2,4%	

An 4: INDICATEURS DU CHÔMAGE ET D'EMPLOI - Source: HCP -

		2021			2022			22/21	
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.
POPULATION (en millier)									
Population active (15 et plus)	7 511	4 770	12 280	7 591	4 599	12 191	80	-171	-89
Taux de féminisation de la population active	22,8	24,5	23,5	22,5	22,9	22,6	-0,3	-1,6	-0,9
Taux d'activité	42,3	50,9	45,3	41,9	49,1	44,3	-0,4	-1,8	-1,0
Selon le sexe									
Hommes	67,3	76,0	70,4	67,0	74,4	69,6	-0,3	-1,6	-0,8
Femmes	18,7	25,2	20,9	18,3	22,8	19,8	-0,4	-2,4	-1,1
Selon l'âge									
11 -24 ans	20,6	28,9	23,9	20,3	26,5	22,8	-0,3	-2,4	-1,1
21 -34 ans	59,4	61,4	60,1	59,6	60,7	59,9	0,2	-0,7	-0,2
31 -44 ans	57,9	65,9	60,5	57,1	64,3	59,4	-0,8	-1,6	-1,1
41 ans et plus	36,0	53,2	41,8	35,3	51,0	40,5	-0,7	-2,2	-1,3
Selon le diplôme									
Sans diplôme	35,2	53,6	43,8	34,6	51,5	42,3	-0,6	-2,1	-1,5
Ayant un diplôme	47,2	45,3	46,8	46,8	44,2	46,2	-0,4	-1,1	-0,6
Population active occupée	6239	4533	10772	6390	4359	10749	151	-174	-23
Taux d'emploi	35,1	48,4	39,7	35,3	46,5	39,1	0,2	-1,9	-0,6
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	97,3	69,9	85,8	97,5	72,2	87,2	0,2	2,3	1,4
Salariés	67,8	46,2	60,4	67,2	46,8	60,3	-0,6	0,6	-0,1
Auto-employés	32,2	53,8	39,6	32,8	53,2	39,7	0,6	-0,6	0,1
Population active occupée sous employée	550	453	1003	520	452	972	-30	-1	-31
Taux de sous-emploi	8,8	10,0	9,3	8,1	10,4	9,0	-0,7	0,4	-0,3
Population active en chômage	1271	237	1508	1201	241	1442	-70	4	-66
Taux de féminisation	34,6	18,7	32,1	35,9	17,9	32,9	1,3	-0,8	0,8
Taux de chômage	16,9	5,0	12,3	15,8	5,2	11,8	-1,1	0,2	-0,5
Selon le sexe									
Hommes	14,4	5,3	10,9	13,1	5,6	10,3	-1,3	0,3	-0,6
Femmes	25,6	3,8	16,8	25,2	4,1	17,2	-0,4	0,3	0,4
Selon l'âge									
15-24 ans	46,7	15,9	31,8	46,7	16,5	32,7	0,0	0,6	0,9
25-34 ans	25,9	6,9	19,6	24,8	7,5	19,2	-1,1	0,6	-0,4
35-44 ans	9,5	2,4	7,0	8,4	2,5	6,4	-1,1	0,1	-0,6
45 ans et plus	5,7	1,3	3,8	4,6	1,5	3,3	-1,1	0,2	-0,5
Selon le diplôme									
Sans diplôme	7,8	2,1	4,6	6,8	2,2	4,2	-1,0	0,1	-0,4
Ayant un diplôme	21,7	12,0	18,7	20,4	12,2	18,6	-1,3	0,2	-0,1

An 5 : SECTEUR AGRICOLE - Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime / EACCE / Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau

	2017/18	2018/19	2019/20	2021/20	2022/21	Var 22/21
Situation des barrages (au 31 décembre 2021)						
Réserves en eau (Milliards M3)	10,6	9,2	7,7	8,1	5,3	-34,6%
Taux de remplissage	69,7	59,1	49,7	50,0	32,9	-34,2%
Céréales d'automne	102,0	51,8	32,1	103,2	34,0	-67,1%
Blé dur	24,0	13,4	7,9	50,6	18,9	-62,6%
Blé tendre	49,0	26,8	17,7	24,8	8,1	-67,3%
Orge	29,0	11,6	6,4	27,8	7,0	-74,8%

An 6 : PRODUITS DE LA PECHE COTIERE ET ARTISANALE - Source : Office National des Pêches -

Poids en Tonnes / Valeur en KDH	20)21	20	2022			
Polos en Tonnes / Valeur en Kum	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	
Total Général	1 332 773	3 9 110 681 1 511 267 9 705 171		9 705 171	13,4%	6,5%	
Débarquements par port							
Méditerranée	19 414	683 508	18 318	611 161	-5,6%	-10,6%	
Atlantique	1 313 359	8 427 173	1 492 949	9 094 010	13,7%	7,9%	
Débarquements par espèce							
Poissons blancs	86 184	1 372 798	83 081	1 478 326	-3,6%	7,7%	
Poissons pélagiques	1 149 351	3 138 892	1 347 813	3 894 568	17,3%	24,1%	
Céphalopodes	68 925	4 202 462	60 461	3 915 654	-12,3%	-6,8%	
Crustacés et coquillages	7 801	317 848	8 063	375 472	3,4%	18,1%	
Algues	20 512	78 681	11 849	41 151	-42,2%	-47,7%	

An 7: PRODUCTION DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES - Source: OCP -

Production marchande en 1000 Tonnes	2020	2021	2022	202	1/20	2022	/21
Phosphates bruts	37 441	38 122	30 464	681	1,8%	-7 658	-20,1%
Dérivés de phosphate	18 489	18 166	16 940	-322	-1,7%	-1 226	-6,8%

An 8 : CONSOMMATION DU CIMENT - Source : Ministère de l'habitat et de la politique de la ville -

En 1000 Tonnes	2020	2021	20 22	202	21/20	20 22/21
Consommation nationale	12 174,5	13 974,9	12 486,7	1 800,4	14,8%	-1 488,2 -10,6%

An 9: PRODUCTION D'ELECTRICITE - Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable -

	2020	2021	2022	202	21/20	202	22/21
Énergie appelée nette (en GWh)	38 372	40 512	42 317	2 140	5,6%	1 806	4,5%
Production nette totale ONEE	7 890	8 831	10 156	941	11,9%	1 325	15,0%
Hydraulique	1 290	1 213	679	-77	-6,0%	-533	-44,0%
Thermique	5 981	6 840	8 681	859	14,4%	1 842	26,9%
Parc éolien	592	607	574	15	2,5%	-33	-5,5%
Pompage STEP	-577	-541	-459	36	-6,2%	82	-15,2%
Production concessionnelle	27 994	29 468	28 217	1 474	5,3%	-1 251	-4,2%
Apport des tiers	590	154	1 725	-436	-73,9%	1 571	1018,6%
Auto producteurs	358,2	317,4	328,5	-40,7	-11,4%	11,0	3,5%
Echanges (Algérie-Espagne)	232,3	-163,2	1 396,9	-396	-170,2%	1 560	-956,0%
Energies renouvelables	2 513	2 644	2 719	131	5,2%	75	2,9%
Consommation des auxiliaires	-38,1	-43,6	-40,7	-5,5	14,3%	2,9	-6,6%

An 10: INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE ET MINIERE - Source : HCP -

Base 100 = 2015	2020	2021	2022	2021/20	2022/21
Industries extractives	138,7	141,6	115,2	2,1%	-18,6%
Extraction de minerais métalliques	98,0	100,6	103,6	2,7%	3,0%
Autres industries extractives	140,8	143,7	119,4	2,1%	-16,9%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	106,1	113,2	114,1	6,7%	0,8%
Industries alimentaires	117,6	125,5	131,4	6,7%	4,7%
Fabrication de boissons	91,9	93,4	103,2	1,6%	10,5%
Fabrication de produits à base de tabac	95,5	96,7	106,7	1,3%	10,3%
Fabrication de textiles	81,0	90,9	90,1	12,2%	-0,9%
Industrie d'habillement	87,1	98,0	97,9	12,5%	-0,1%
Industrie du cuir et de la chaussure (à l'exception de l'habillement en cuir)	58,4	64,6	75,4	10,6%	16,7%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	71,3	85,3	86,7	19,6%	1,6%
Industrie du papier et du carton	115,7	122,9	115,4	6,2%	-6,1%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	99,9	109,5	128,0	9,6%	16,9%
Industrie chimique	147,6	147,8	135,4	0,1%	-8,4%
Industrie pharmaceutique	109,2	115,5	128,6	5,8%	11,3%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	99,3	121,9	122,1	22,8%	0,2%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	90,6	100,1	92,2	10,5%	-7,9%
Métallurgie	78,3	91,2	100,4	16,5%	10,1%
Fabrication de prod. métalliques (à l'exclusion machines et équipements	77,8	95,7	90,1	23,0%	-5,9%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	92,0	82,9	88,7	-9,9%	7,0%
Fabrication d'équipements électriques	90,3	107,4	115,2	18,9%	7,3%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	99,9	115,6	113,9	15,7%	-1,5%
Industrie automobile	101,3	110,6	124,7	9,2%	12,7%
Fabrication d'autres matériels de transport	111,2	113,1	117,3	1,7%	3,7%
Fabrication de meubles	85,8	85,5	92,6	-0,3%	8,3%
Autres industries manufacturés	90,9	85,3	86,5	-6,2%	1,4%
Réparation et installation de machines et équipements	93,7	112,1	94,9	19,6%	-15,3%
Production et distribution d'électricité	123,4	131,6	132,0	6,6%	0,3%

An 12: CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (hors TVA des collectivités locales) - Source : DTFE -

An 12: CHARGES ET RESSUURCES DU TRESUR (nor				2021		2022	2/21	LF 2022	1)/(2)
	2020	2021	2022 (1)	M.DH	%	M.DH	%	(2)	en %
RECETTES ORDINAIRES	229 093	256 180	304 362	27 087	11,8%	48 182	18,8%	236 907	128,5%
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	229 093	250 764	304 362	21 671	9,5%	53 598	21,4%	236 907	128,5%
Recettes fiscales	198 793	214 565	251 896	15 772	7,9%	37 331	17,4%	195 578	128,8%
Impôts directs, dont	92 651	90 790	113 285	-1 861	-2,0%	22 495	24,8%	80 112	141,4%
Impôt sur les sociétés	48 778	44 592	62 434	-4 186	-8,6%	17 842	40,0%	38 236	163,3%
Impôt sur le revenu	40 165	44 430	48 024	4 265	10,6%	3 594	8,1%	39 797	120,7%
Impôts indirects	83 404	96 061	106 595	12 657	15,2%	10 534	11,0%	89 970	118,5%
T.V.A	83 405	96 062	106 595	12 657	15,2%	10 533	11,0%	60 907	175,0%
Intérieure	56 014	65 101	74 990	9 087	16,2%	9 889	15,2%		
Importation	21 696	22 352	20 240	656	3,0%	-2 112	-9,4%		
T.I.C	34 318	42 749	54 750	8 431	24,6%	12 001	28,1%	29 063	188,4%
Tabacs	27 391	30 961	31 605	3 570	13,0%	644	2,1%		
Produits énergétiques	11 024	12 222	12 674	1 198	10,9%	452	3,7%		
Droits de douane	9 488	11 885	13 895	2 397	25,3%	2 010	16,9%	10 768	129,0%
Enregistrement et timbre	13 250	15 829	18 121	2 579	19,5%	2 292	14,5%	14 729	123,0%
Recettes non fiscales	27 169	37 743	48 666	10 574	38,9%	10 923	28,9%	38 029	128,0%
Recettes non fiscales Hors privatisation	27 169	32 327	48 666	5 158	19,0%	16 339	50,5%	236 907	20,5%
Monopoles et exploitation	9 601	10 711	13 146	1 110	11,6%	2 435	22,7%	17 118	76,8%
Autres recettes	17 568	21 616	35 520	4 048	23,0%	13 904	64,3%	16 912	210,0%
Privatisation	0	5 416	0	5 416					
Recettes de certains comptes spéciaux	3 131	3 872	3 800	741	23,7%	-72	-1,9%	3 300	115,2%
Fonds spécial des prix	249	258	377	9		119	46%	600	62,8%
Fonds spécial routier	2 882	3 614	3 423	732	25,4%	-191	-5,3%	2 700	126,8%
DEPENSES TOTALES (y compris SEGMA et solde	311 435	326 392	373 814	14 957	4,8%	47 422	14,5%	308 038	121,4%
des CST)					4,070		14,070		
Dépenses ordinaires	231 962	252 200	288 631	20 238	8,7%	36 430	14,4%	246 938	116,9%
Biens et services	191 171	203 254	217 916	12 083	6,3%	14 662	7,2%	205 710	105,9%
Personnel	133 530	140 456	147 755	6 926	5,2%	7 299	5,2%	139 860	105,6%
Autres Biens et services	57 641	62 798	70 161	5 157	8,9%	7 363	11,7%	65 850	106,5%
Dette publique	27 259	27 106	28 600	-153	-0,6%	1 494	5,5%	27 678	103,3%
Intérieure	23 147	22 409	23 628	-738	-3,2%	1 219	5,4%	23 560	100,3%
Extérieure	4 112	4 697	4 972	585	14,2%	275	5,8%	4 118	120,7%
Compensation	13 532	21 840	42 115	8 308	61,4%	20 275	92,8%	13 550	310,8%
SOLDE ORDINAIRE	-2 869	3 979	15 731	6 848	-239%	11 752	295%	-10 031	-157%
Dépenses de capital	85 885	77 771	93 809	-8 114	-9,4%	16 038	20,6%	68 100	137,8%
dont fonds spécial routier	2 468	2 985	3 390					2 700	_
Solde net des autres comptes spéciaux	6 412	3 579	8 626					7 000	_
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	-82 342	-70 212	-69 452]				-71 131	_
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	14 747	-4 758	-1 637					0	_
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-67 595	-74 971	-71 088					-71 131	_
Financement intérieur	24 537	66 770	65 019	42 233	172	-1 751	-3	36 780	_
Financement extérieur	43 058	8 201	6 070	-34 858	-81	-2 131	-26	34 351	

^{*} y compris SEGMA et solde des CST

An 13 : ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE -

MATHRITE	2024	2022	Janvier à fin	Décembre 22	2022	Flux	
MATURITE	2021	2022	Souscriptions	Remboursements	2022	Flux	
LONG TERME	378 188	399 354	18 977	16 300	402 031	2 678	
Adjudications (long terme)	351 596	372 138	12 301	12 114	372 325	187	
30 ans Adjudications	32 095	36 749	622	0	37 371	622	
20 ans Adjudications	72 384	78 384	0	0	78 384	0	
15 ans Adjudications	125 336	123 076	2 093	2 450	122 719	-357	
10 ans Réserve d'investissement	212	212					
10 ans Adjudications	121 781	133 929	9 586	9 664	133 851	-78	
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0	0	0	
MOYEN TERME	159 384	170 633	28 608	25 477	173 764	-2 369	
Adjudications (moyen terme)	159 384	170 633	28 608	25 477	173 764	3 131	
5 ans Adjudications	0	0	28 608	25 477	173 764	3 131	
COURT TERME	89 812	103 912	108 739	72 072	140 579	36 667	
Adjudications (court terme)	89 762	103 862	87 885	72 072	119 675	15 814	
03 semaines Adjudications	0	0	18 630	8 630	10 000	10 000	
13 semaines Adjudications	2 284	600	20 942	9 364	12 178	11 578	
26 semaines Adjudications	7 479	1 100	10 806	5 380	6 526	5 426	
52 semaines Adjudications	23 062	23 970	14 081	19 280	18 771	-5 199	
Bons à 6 mois	0	0					
1 an activité socio-économique	0	0		0	0	0	
2 ans Adjudications	56 937	78 192	23 427	29 418	72 201	-5 991	
Autres	50	50	20 854	0	20 904	20 854	
DETTE AMORTISSABLE	26 381	0	6 677	4 186	29 495	2 491	
TOTAL	632 899	681 527	156 325	113 848	722 184	37 881	

An 14 : ENDETTEMENT EXTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE -

	0000	2020 2024 2022		Déc. 2	21 / 20	Déc. 22 / 21	
	2020	2021	2022	M.DH	%	M.DH	%
SERVICE	24 000	14 900	2 8600	-9 100	-37,9%	13 700	91,9%
AMORTISSEMENTS	19 900	10 200	23 600	-9 700	-48,7%	13 400	131,4%
INTERETS	4 100	4 700	5 000	600	14,6%	300	6,4%
TIRAGES	63 000	18 400	29 600	-44 600	-70,8%	11 200	60,9%

An 15: MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES - Source : Bank Al-Maghrib -

En Millions de DH	2020	2021	2022	2021/20		2022/21	
AID : Autres Institutions de Dépôts CONTREPARTIES DE M3							
Créances nettes des ID sur les non-résidents	316 519	316 878	318 317	359	0,1%	1 439	0,5%
Avoirs officiels de réserve	320 567	330 829	337 645	10 262	3,2%	6 816	2,1%
Créances nettes sur l'Administration centrale	238 344	272 491	332 992	34 147	14,3%	60 501	22,2%
Créances nettes de BAM	-4 234	-3 414	18 566	820	-19,4%	21 980	-643,8%
Créances nettes des AID	242 578	275 905	314 426	33 327	13,7%	38 521	14,0%
Créances sur l'économie	1 132 720	1 176 307	1 259 989	43 587	3,8%	83 682	7,1%
Créances de BAM	1 603	1 391	1 041	-212	-13,2%	-350	-25,2%
Créances de BAM Créances des AID	1 131 117	1 174 916	1 258 948	43 799	3,9%	84 032	7,2%
Ressources à caractère non monétaire	247 039	257 704	281 134	10 665	4,3%	23 430	9,1%
Capital et réserves des ID	164 677	171 518	190 155	6 841	4,3%	18 637	10,9%
BAM	15 034	11 525	21 031	-3 509	-23,3%	9 506	82,5%
AID	149 643	159 993	169 124	10 350	-23,3% 6,9%	9 131	5,7%
Engagements non monétaires des ID	82 362	86 186	90 979	3 824	4,6%	4 793	5,6%
Dépôts exclus de M3	9 550	11 908	13 059	2 358	24,7%	1 151	9,7%
Crédits	28 600	30 811	37 729	2 211	7,7%	6 918	22,5%
Titres autres qu'actions exclus de M3	43 303	42 681	39 869	-622	-1,4%	-2 812	-6,6%
Autres ressources	909	786	322	-123	-13,5%	-464	-59,0%
Autres contreparties de M3	44 576	52 796	55 600	8 220	18,4%	2 804	5,3%
TOTAL DES CONTREPARTIES	1 485 120	1 560 768	1 685 764	75 648	5,1%	124 996	8,0%
AGREGATS DE MONNAIE				I		1	
Circulation fiduciaire	300 626	320 112	354 819	19 486	6,5%	34 707	10,8%
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	319 282	337 711	372 786	18 429	5,8%	35 075	10,4%
Encaisses des banques (à déduire)	18 656	17 599	17 967	-1 057	-5,7%	368	2,1%
Monnaie scripturale	718 757	766 722	842 036	47 965	6,7%	75 314	9,8%
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	2 840	2 751	3 257	-89	-3,1%	506	18,4%
Dépôts à vue auprès des banques	649 281	698 720	760 957	49 439	7,6%	62 237	8,9%
Dépôts à vue auprès du Trésor	66 636	65 251	77 822	-1 385	-2,1%	12 571	19,3%
M1	1 019 383	1 086 834	1 196 855	67 451	6,6%	110 021	10,1%
Placements à vue	169 372	174 155	179 209	4 783	2,8%	5 054	2,9%
Comptes d'épargne auprès des banques	169 372	174 155	179 209	4 783	2,8%	5 054	2,9%
M2	1 188 755	1 260 989	1 376 064	72 234	6,1%	115 075	9,1%
Autres actifs Monétaires	296 363	299 781	309 700	3 418	1,2%	9 919	3,3%
M3	1 485 118	1 560 770	1 685 764	75 652	5,1%	124 994	8,0%
An 16: Créances sur l'économie - Source : Ban	1						
En Millions de DH	2020	2021	2022	202		2022	
Créances des ID par objet économique	1 132 720	1 176 307	1 259 990	43 587	3,8%	83 683	7,1%
Créances des AID Crédits des AID	1 131 117 967 977	1 174 916 993 350	1 258 949 1 068 596	43 799 25 373	3,9% 2,6%	84 033 75 246	7,2% 7,6%
Crédits bancaires	960 054	984 899	1 058 927	24 845	2,6%	74 028	7,5%
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	206 088	225 741	264 123	19 653	9,5%	38 382	17,0%
Crédits à l'équipement	179 811	169 071	179 231	-10 740	-6,0%	10 160	6,0%
Crédits immobiliers	285 327	292 731	299 744	7 404	2,6%	7 013	2,4%
Crédits à l'habitat	222 382	232 827	239 177	10 445	4,7%	6 350	2,7%
Crédits aux promoteurs immobiliers	60 046	55 959	54 856	-4 087	-6,8%	-1 103	-2,0%
Crédits à la consommation	54 248	55 622	57 820	1 374	2,5%	2 198	4,0%
Créances diverses sur la clientèle	154 361	156 904	168 996	2 543	1,6%	12 092	7,7%
Crédits à caractère financier	138 590	142 401	147 274	3 811	2,7%	4 873	3,4%
Autres crédits Créances en souffrance	15 754 80 219	14 467 84 830	21 676 89 013	-1 287 4 611	-8,2% 5,7%	7 209 4 183	49,8%
Titres	127 374	144 697	151 495	17 323	13,6%	6 798	4,9% 4,7%
Titres autres qu'actions	25 292	26 411	33 182	1 119	4,4%	6 771	25,6%
Actions et autres titres de participation	102 082	118 286	118 313	16 204	15,9%	27	0,0%
Autres	35 766	36 869	38 858	1 103	3,1%	1 989	5,4%
Autico	00 700	00 000	00 000	1 100	-,.,.		
Créances de BAM	1 603	1 391	1 041	-212	-13,2%	-350	-25,2%

An 17 : TAUX SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER - Source : Bank Al-Maghrib et DTFE -

	2020	2021	2022	2021/2020	2022/2021
Taux de dépôts à 6 mois	2,51	2,19	2,24	-0,32	0,05
Taux de dépôts à 12 mois	2,80	2,53	2,67	-0,27	0,14
Taux des comptes sur carnet	1,74	1,03	1,24	-0,71	0,21
Taux débiteurs					
Taux maximum des intérêts conventionnels	13,52	13,36	13,09	-0,16	-0,27
Taux interbancaire	1,50	1,50	2,20	0,00	0,70
Taux intervention de BAM					
Taux des avances à 7j	1,50	1,50	2,50	0,00	1,00
Taux des avances à 24h	2,50	2,50	3,50	0,00	1,00
Taux adjudications (TMP)					
13 Sem.	1,62%	1,36%	2,20%	-26	84
26 Sem.	1,63%	1,42%	1,89%	-21	47
52 Sem.	1,96%	1,54%	1,81%	-42	27
2 Ans	2,16%	1,72%	1,95%	-44	23
5 Ans	2,31%	2,00%	2,16%	-31	16
10 Ans	2,59%	2,34%	2,44%	-25	10
15 Ans	2,94%	2,65%	2,70%	-29	5
20 Ans	3,20%	2,89%		-31	
30 Ans	3,73%	3,30%	3,28%	-43	-2

An 18 : ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE - Source : Bank Al-Maghrib -

		lr	Marché Interbancaire					
Année 2022	Avance à 7 jours	Avances à 24 H	Prêts garantis	Pension livrée	Swap de change	Encours	Volume	ТМР
Moyenne	41 733	1	22 965	28 336	98			
Janvier	34 460	0	20 140	22 710	0			
Février	32 102	0	19 823	22 442	0	8974	3085	1,5%
Mars	35 382	16	20 634	21 530	0	8491	4597	1,5%
Avril	42 026	0	20 647	21 519	0			
Mai	46 598	0	21 504	22 731	48	7661	4162	1,5%
Juin	37 641	0	22 617	31 376	423	6237	3649	1,5%
Juillet	45 462	0	23 913	37 935	581	7491	3136	1,5%
Août	39 383	0	26 559	38 900	0	7491	3136	1,5%
Septembre	38 710	0	24 421	39 221	0	9592	3492	1,6%
Octobre	49 195	0	23 793	30 886	21	11512	5059	2%
Novembre	44 813	0	26 593	28 881	100	10770	2362	2%
Décembre	55 026	0	24 939	21 904	0	11965	5559	2,2%

An 19: BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA - Source : Bourse de Casablanca -

	2020	2021	2022	2021/20 M.DH %		2022	/ 21
	2020	2021	2022			M.DH	%
VOLUME DES TRANSACTIONS	55 777	74 743	56 307	18 967	34,0	-18 436	-24,7
Marché central	33 001	40 817	32 424	7 816	24	-8 394	-21
Actions	33 001	40 781	32 275	7 780	23,6	-8 507	-20,9
Obligations	0	36	149	36		113	313,6
Marché de blocs	16 024	23 604	20 996	7 580	47	-2 608	-11
Actions	15 837	23 474	20 821	7 637	48,2	-2 653	-11,3
Obligations	187	130	175	-57	-30,4	45	34,9
Introductions	600	620	0	20	3,3	-620	-100,0
Actions	600	600	0	0	0,0	-600	-100,0
Obligations	0	20	0	20		-20	-100,0
Augmentation de Capital	2 406	2 393	1 376	-13	-1	-1 016	-42
Offre publique	0	28	1 056	28	248 279	1 028	3 642
Transferts	1 368	503	391	-865	-63	-111	-22
Apports de titres	2 378	6 778	64	4 401	185	-6 715	-99
CAPITALISATION BOURSIERE	584 976	690 717	557 608	105 741	18,1	-133 109	-19,3
Banques	192 079	225 271	187 722	33 192	17,3	-37 549	-16,7
Sociétés Financières	8 914	9 604	7 597	690	7,7	-2 007	-20,9
Sociétés de financement	5 814	6 669	5 453	855	14,7	-1 216	-18,2
Sociétés de portefeuilles-Holding	3 100	2 935	2 144	-165	-5,3	-791	-26,9
Industrie	193 471	254 310	211 544	60 838	31,4	-42 765	-16,8
Agroalimentaire	34 301	39 480	29 446	5 179	15,1	-10 034	-25,4
Bâtiments et matériaux de construction	64 792	89 034	58 210	24 242	37,4	-30 824	-34,6
Boissons	9 202	10 172	9 862	970	10,5	-309	-3,0
Equipement électro et électrique	303	0	0	-303	-100,0	-	-
Sylviculture et papier	35	56	130	21	59,4	74	132,2
Ingénierie&Biens d'Equipt industriels	69	122	125	53	76,5	2	1,8
Industrie pharmaceutique	4 310	11 796	10 572	7 486	173,7	-1 224	-10,4
Télécommunications	127 469	122 590	83 514	-4 879	-3,8	-39 076	-31,9
Assurances	25 609	32 605	27 285	6 996	27,3	-5 320	-16,3
Distributeurs	15 626	22 673	19 899	7 047	45,1	-2 774	-12,2
Technologie de l'information	6 981	7 895	7 685	914	13,1	-210	-2,7
Autres services	14 826	15 769	12 361	942	6,4	-3 407	-21,6
MASI	11 287	13 358	10 720	2 071	18,3	-2 638	-19,7
MSI	-	1 086	857	-	-	-228	-21,0

An 20 : BALANCE DES BIENS ET SERVICES - Source : Office des Changes -

	2020	2021	2022	2021/20		2022/21	
TOTAL DES IMPORTATIONS (M.DH)	422 860	528 571	737 728	105 711	25,0%	209 157	39,6%
Alimentation boissons et tabacs	55 220	59 868	86 727	4 648	8,4%	26 859	44,9%
Blé	13 505	14 294	25 898	789	5,8%	11 604	81,2%
Energie et lubrifiants	49 878	75 792	153 520	25 914	52,0%	77 728	102,6%
Produits bruts	19 454	29 526	44 257	10 072	51,8%	14 731	49,9%
Demi-produits	93 224	115 854	169 666	22 630	24,3%	53 813	46,4%
Produits finis	205 084	247 379	283 290	42 295	20,6%	35 911	14,5%
Biens d'équipement	110 069	123 907	148 935	13 838	12,6%	25 029	20,2%
Bien de consommation	95 015	123 472	134 354	28 457	30,0%	10 882	8,8%
TOTAL DES EXPORTATIONS (M.DH)	263 087	329 405	426 101	66 317	25,2%	96 696	29,4%
Alimentation boissons et tabacs	56 796	62 990	73 179	6 194	10,9%	10 189	16,2%
Agrumes	4 985	4 819	4 778	-166	-3,3%	-41	-0,8%
Energie et lubrifiants	1 355	2 317	4 221	962	71,0%	1 904	82,2%
Produits bruts	18 166	23 755	30 763	5 589	30,8%	7 009	29,5%
Phosphates	7 338	9 843	13 390	2 505	34,1%	3 547	36,0%
Demi-produits	58 516	90 895	124 994	32 379	55,3%	34 099	37,5%
Dérivés de phosphates	43 531	71 328	102 094	27 797	63,9%	30 766	43,1%
Produits finis	127 824	149 086	192 664	21 262	16,6%	43 578	29,2%
Hors Phosphates et dérivés	212 218	248 234	310 616	36 016	17,0%	62 382	25,1%
Textile et cuir	29 921	36 424	43 960	6 503	21,7%	7 536	20,7%
Composants automobiles	72 283	83 681	111 289	11 398	15,8%	27 608	33,0%
Aéronautique	15 435	15 830	21 272	395	2,6%	5 442	34,4%
Agriculture et Agro-alimentaire	62600	69891	81236	7291	12%	11345	16,2%
TOTAL DES ECHANGES (M.DH)	685 947	857 976	1 163 828	172 028	25,1%	305 852	35,6%
SOLDE COMMERCIAL	-159 773	-199 166	-311 627	-39 394	24,7%	-112 461	56,5%
TAUX DE COUVERTURE	62,2	62,3	57,8	0,	1	-4	,6
RECETTES VOYAGES	36 458	34 311	91 292	-2 147	-5,9%	56 981	166,1%
TRANSFERTS M.R.E.	68 185	93 673	109 155	25 488	37,4%	15 482	16,5%
RECETTES DES IDE	27 525	31 910	38 443	4 385	15,9%	6 533	20,5%
COMPTE COURANT	-13437	-29149	-46963	15712	117%	17 814	61,1%

An 21: INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - Source : HCP -

Groupes		2020	2021	2022	Taux d'inflation		
Groupe	5	2020	2021	2022	2020	2021	2022
PRODI	UITS ALIMENTAIRES	100,7	105,0	120,9	0,9%	0,8%	11,0%
1	Produits alimentaires et boissons	99,8	104,3	120,5	1,0%	0,6%	11,3%
2	Boissons alcoolisées, Tabac et Stupéfiants	122,6	125,5	129,8	0,8%	3,5%	3,4%
PRODI	UITS NON ALIMENTAIRES	103,2	105,7	110,0	0,5%	1,8%	3,9%
3	Articles d'habillement et chaussures	103,6	106,7	112,1	0,3%	1,9%	4,6%
4	Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	102,0	103,0	104,2	0,6%	0,8%	1,2%
5	Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	101,0	103,4	109,9	0,2%	1,1%	5,0%
6	Santé	101,7	101,7	102,0	0,9%	0,2%	0,1%
7	Transport	103,1	109,5	122,1	-1,6%	5,7%	12,2%
8	Communications	103,9	103,7	104,3	-0,4%	-0,2%	0,4%
9	Loisirs et culture	99,1	101,5	106,0	-0,9%	0,8%	4,1%
10	Enseignement	110,3	111,7	116,7	2,7%	1,6%	2,2%
11	Restaurants et hôtels	104,1	105,1	110,5	1,1%	0,9%	2,7%
12	Biens et services divers	104,2	108,7	111,2	1,4%	2,2%	3,4%
Indice	général	102,2	105,5	114,3	0,7%	1,4%	6,6%

An 22: INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS - Source : HCP -

(Base 100 = 2018)	2020	2021	2022	Variation en %		
(base 100 - 2010)	2020	2021	2022	2020/19	2021/20	2022/21
Industries extractives	100,2	100,0	100,4	-0,3%	-0,1%	0,2%
Extraction d'Hydrocarbures	115,1	100,0	100,0	0,0%	-13,1%	0,0%
Extraction de Minerais Métalliques	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Autres Industries Extractives	100,1	100,0	100,4	-0,3%	0,0%	0,2%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	108,0	110,3	117,2	-1,9%	-4,3%	12,7%
Industries alimentaires	111,0	113,9	126,2	2,4%	-1,4%	13,5%
Fabrication de Boissons	116,9	102,6	105,0	-0,8%	-12,4%	3,0%
Fabrication de produits à base de tabac	117,3	100,2	107,7	0,0%	-14,6%	6,9%
Fabrication de textiles	101,9	106,4	115,1	0,6%	3,6%	6,9%
Industrie d'habillement	111,1	103,1	107,3	0,7%	-6,6%	2,5%
Industrie de cuir et de la chaussure	112,3	100,3	106,3	0,3%	-10,7%	3,8%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	116,1	104,9	118,3	-3,1%	-11,7%	11,5%
Industrie du papier et du carton	101,4	102,6	109,1	-1,7%	1,0%	3,3%
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	102,5	99,1	100,4	-0,5%	-3,7%	0,7%
Industrie chimique	113,1	128,2	137,3	-10,9%	-12,1%	37,4%
Industrie pharmaceutique	94,3	99,9	99,1	0,0%	6,0%	-0,7%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	111,9	96,1	100,8	-0,6%	-12,9%	2,8%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	109,9	100,3	105,1	0,0%	-9,3%	4,1%
Métallurgie	93,0	117,0	121,7	-6,7%	16,5%	17,9%
Fabrication de produits métalliques	99,7	100,8	102,9	-1,9%	-0,8%	3,6%
Fabrication de produits informatique	100,3	102,1	102,7	0,1%	1,1%	0,9%
Fabrication d'équipements électriques	113,1	110,1	114,5	2,0%	-5,6%	6,7%
Fabrication de machines et équipements n.c.a	103,1	99,5	104,3	0,1%	-3,2%	1,4%
Industrie automobile	99,5	100,8	105,5	0,1%	1,3%	3,5%
Fabrication d'autres matériels de transport	100,4	100,0	100,0	0,0%	-0,4%	0,0%
fabrication de meubles	110,3	100,3	105,0	-0,6%	-9,3%	3,8%
Autres industries manufacturés	102,7	116,4	116,8	0,0%	13,3%	0,4%
Production et Distribution d'Electricité	115,3	100,0	100,0	0,0%	-13,3%	0,0%
Production et Distribution d'Electricité	115,3	100,0	100,0	0,0%	-13,3%	0,0%
Production et Distribution d'Eau	119,0	100,0	100,0	0,0%	-16,0%	0,0%